

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 5 AVRIL 1978 - N° 671

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

## Chaban élu sur fond se crise généralisé

En dévoyant une quinzaine de députés RPR, qui ont préféré reporter leur suffrage sur Chaban plutôt que sur le candidat officiel de leur parti Edgar Faure, Giscard a remporté une incontestable victoire. Victoire à double titre, puisqu'il est prouvé maintenant que les tentatives de laminage du RPR peuvent être payantes, et puisque Chirac se voit infliger un cuisant camouflet. Mais la première journée de l'Assemblée nationale a révélé d'autres faits : de quelque côté qu'on se tourne, on ne voit dans les partis bourgeois que divisions et absence de perspective. Quant à Chaban, l'homme nouveau d'aujourd'hui, cela fait 30 ans qu'il hante les coulisses ou les avant-scènes de la politacillerie !

Lire en page 3

## DISSENSIONS AU SEIN DU PCF

# MARCHAIS EN ACCUSATION

Marchais, qui se montre beaucoup plus discret ces temps-ci, a cependant jugé bon de tenir une conférence de presse lundi pour faire le point sur le débat interne au PCF. Il a reconnu avoir reçu des lettres en grand nombre, lettres individuelles

ou lettres de cellules, critiquant la direction du PCF dans la dernière période. Il a par ailleurs cherché à minimiser l'ampleur de cette contestation, et juré ses grands dieux qu'il n'y avait aucune exclusion...

Nous verrons bien. De

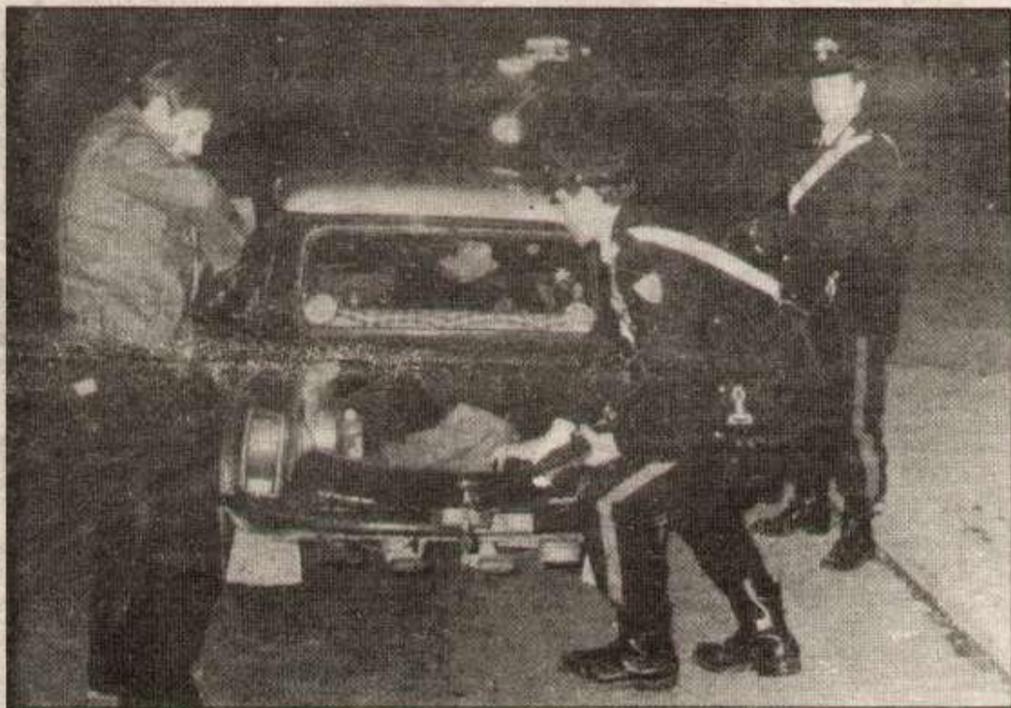
la même manière que nous voyons bien aujourd'hui combien la direction du PCF est sur la défensive, et singulièrement Marchais puisqu'il s'était largement mis en avant. De partout aujourd'hui dans le PC, on demande des comptes. Un mouvement s'amplifie chez les intellectuels pour réclamer l'assouplissement, voire l'abandon du «centralisme démocratique» tel qu'il se pratique aujourd'hui dans ce parti. Si Marchais entend rester ferme là-dessus, —il l'a répété lundi—, c'est que le PCF, sans sa caricature de centralisme démocratique perdrait sa spécificité, et par là même son projet propre. Marchais s'y accroche.

Mais un autre mouvement se développe aussi, sans que celui-là ait droit aux colonnes de la presse bourgeoise. Ce mouvement, c'est celui de ces milliers de travailleurs qui commencent à se demander pourquoi on s'est foutu d'eux aussi ouvertement avec la «réconciliation» du 13 mars, pourquoi le BP rejette les causes de l'échec sur les «autres» et pas sur lui-même.

Ces milliers de militants, ils commencent à se demander sérieusement qui les a amenés dans une telle impasse, et quelles perspectives ils peuvent avoir dans un tel parti. Aux vrais communistes de mener le débat avec eux, aux vrais communistes d'instruire avec eux le procès de Marchais et de sa bande.

Lire notre article en page 4

## ITALIE RAFLES AU HASARD



A Rome et à Gênes de vastes opérations policières ont été déclenchées. Dans la matinée de lundi 200 personnes ont été interpellées. 40 ont été maintenues en garde à vue. Les rafles, effectuées à l'occasion de l'affaire Moro n'ont en réalité rien à voir avec elle. Il semble que la police ait utilisé un fichier saisi en 1973 au siège de «Potere Operaio» pour établir sa liste de suspects. Ceux-ci appartiennent à divers orga-

nisations qui n'ont parfois absolument rien de commun avec les Brigades Rouges.

La police italienne considère ainsi ouvertement que tous les courants se situant hors du contrôle des partis traditionnels, et du PCI, sont des groupes terroristes à réprimer.

Lire notre article en page 7

Bellavita, journaliste italien

## Menacé d'extradition

La chambre d'accusation qui avait honneusement accédé à la demande d'extradition de l'avocat Klaus Croissant doit se prononcer mercredi sur celle d'Antonio Bellavita, directeur de la revue italienne *Controinformazione*, réfugié en France depuis deux ans. La justice italienne l'accuse de «complicité idéologique» avec les Brigades Rouges. Cette accusation ne repose sur rien d'autre que l'activité de journaliste du militant italien. Un mouvement s'organise pour empêcher un nouveau forfait de la justice française.

Lire en page 7

## Pour le boycott du Mondial



Lire des extraits de l'Épique en page 9

## Liban : Israël s'installe

Il paraît qu'Israël aurait commencé le retrait de ses troupes du Sud Liban depuis une semaine. Personne ne s'en était aperçu, l'armée israélienne l'a fait savoir pour annoncer aussitôt que les troupes israéliennes resteraient un mois encore, tandis que les vols au-dessus du Sud Liban se poursuivent à un rythme élevé. Dans la région de Tyr les Israéliens consolident leurs positions à l'aide de bulldozers. Ce n'est pas du provisoire, et le contrôle exercé par les troupes israéliennes sur les Libanais du Sud est de plus en plus serré.

## Paris : attentat sioniste

Un commando a attaqué à coup de cocktail Molotov le local du Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA), rue St Maur, à Paris dans la nuit de dimanche à lundi. L'attentat a été revendiqué par un groupe sioniste.

Lire page 5

## Maire-Séguy réglent leurs comptes

«La CGT s'est faite le porte-parole du PCF» constate Edmond Maire dans une lettre adressée à Georges Séguy qui accuse la CFDT de virer au réformisme... Une rencontre entre les deux dirigeants aura cependant lieu prochainement.

Lire en page 3

## Des lecteurs socialistes dépités

Voilà bientôt 3 semaines que les élections ont reconduit la droite au pouvoir. Dans les Etats majors de la gauche, l'heure est au bilan. L'amertume est générale dans les lettres de militants PS aux différents journaux, et notamment au *Nouvel Observateur*. Mauvais calcul pour tous ces cadres supérieurs... Avoir été si près du but ! Des secrétariats d'Etat à portée de main pour nombre d'entre eux remis en cause par cet allié intempestif, le PCF ! Dépités, ces gens-là crient haro sur le baudet : « Je suis cadre supérieur (...) j'ai en fait suivi Rocard (...) il faut changer de stratégie, nous n'arrivons jamais à rien avec eux ». « Eux », ce sont bien sûr les membres du PCF. Comme si le centralisme démocratique et le marxisme-léninisme avaient encore quelque chose à voir avec le Parti de Marchais, ces zélés socialistes conseillent au PCF de se débarrasser de tous ces principes périmés. Pour un lecteur « les travailleurs se moquent de Marx et de Lénine, mais veulent simplement vivre plus dignement ».

Une lettre prête au PCF une tactique intentionnellement défaitiste c'est faux. Si le laminage du PS faisait bien partie de ses objectifs, ce n'était pas le seul rêve de Marchais comme le suggère quelqu'un. Bref, pour beaucoup, l'Union de la gauche est périmée. D'un certain sens c'est un soulagement ! « Je suis délivré de l'angoisse intime d'avoir à me trouver un jour devant ce choix » (voter pour le PC NDLR). Croyant découvrir le monde, certains réalisent que des « citoyens ne votent pas PS parce qu'il est lié au PC ».

Il est temps de se débarrasser de ce mauvais gestionnaire de la crise qu'est le PC. Restons sérieux. Finies les revendications à gogo. Et nos lecteurs de se noyer dans un discours sur des changements plus profonds qui en fait cachent les ambitions des jeunes loups. Un militant PS ne trouve-t-il pas important de se mobiliser sur « le scandale du découpage électoral et la disparité des quotients » !!! Perspective exaltante, on le voit.

M. GIRARD

## Truandages

Selon une tradition bien établie, c'est en Corse que les élections donnent le plus lieu à contestation. Outre les problèmes habituels de morts qui font le bon choix, deux candidats MRG battus font état de tracts les assimilant aux « brigades rouges ».

Le cas le plus croustillant est celui avancé contre Pasquini, RPR élu contre le sortant MRG Giacobbi : un journal local a lancé le bruit selon lequel la libération du truand Mémé Guérini aurait été sollicitée auprès du Garde des Sceaux par Pasquini, ce qui expliquerait le très bon score que celui-ci aurait obtenu dans le village natal du truand.

## Autres contestations

C'est en tout dans 50 circonscriptions que les résultats sont contestés auprès du Conseil constitutionnel, au terme de 58 requêtes. Les circonscriptions concernées sont notamment celles qui ont élu :

- pour la droite : Comiti, Poujade, Chaban-Delmas, Labbé, Servan-Schreiber, Dominati, De la Malène, Debré ;
- pour le PS : Defferre, Poperen ;
- pour le PCF : Paul Laurent, Gremetz, Marchais.

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....  
 Profession .....  
 Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,  
 75 924 Paris Cedex 19

Téléphonez  
 au Quotidien du Peuple  
 636.73.76.

# Nouveaux ministres ou pas, la politique sera la même

## RADIOSCOPIE D'UN MINISTERE

● Le rôle des ministres, pour important qu'il soit, n'est pas un rouage décisif de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. On aurait tort, quand on parle de ministère, de ne penser qu'au ministre titulaire du poste et aux quelques hommes qui gravitent autour de lui. Si eux sont dépendants des fluctuations politiques et changent au gré des événements, il reste tout un appareil, composé de hauts fonctionnaires animant les services les plus divers, et qui font plus que d'expédier les affaires courantes : à eux la centralisation des informations, à eux la confection des dossiers, à eux aussi de définir les différents scénarios possibles, dans lesquels le ministre et ses conseillers n'auront plus qu'à choisir. On se doute bien que les scénarii politico-économiques que nous avons révélés en exclusivité dans les *Quotidien du Peuple* de la semaine dernière n'avaient pas été élaborés par des politiciens, plus préoccupés de leur campagne électorale et de leurs querelles de partis. Pourtant, ce sont ces propositions-là, préparées par des hauts fonctionnaires, qui serviront à l'exploitation et à l'oppression de notre peuple.

Voici à titre d'exemple ce que représente l'énorme appareil d'un ministère qui concerne en premier chef les travailleurs : celui du Travail.

Il y a tout d'abord un ministre, de sinistre réputation, que tout le monde connaît : Beullac. Ce ministre nomme directement un **chef de cabinet** et des **conseillers techniques**. Dans le premier gouvernement Barre, Beullac avait un chef de cabinet et 5 conseillers techniques. Dans le second gouvernement Barre, Beullac s'est attaché, « en plus », un **directeur de cabinet** !

Directement rattaché au ministère du Travail, il y a les **secrétariats d'Etat**.

Stoléro pour les Immigrés et Legendre pour le Travail manuel. Ils ont chacun à leurs côtés un **chargé de mission** et, pour Stoléro, un **chef de cabinet**.

Tous ces postes dépendent directement de la conjoncture politique. Ensuite vient l'ahurissante cohorte des services, des directions et des sous-directions, des divisions et des sous-divisions, etc., etc..

Si l'on s'en réfère au répertoire permanent de l'administration française, publié en 1977 par la Documentation française, il faut tout d'abord commencer par les services communs aux ministères du Travail, de la Santé et de la Sécurité Sociale.

1 - L'inspection générale des affaires sociales : un siège à Paris, un chef de service, 3 adjoints au chef, 36 inspecteurs généraux, 10 inspecteurs généraux adjoints, 19 inspecteurs hors-classe, 11 inspecteurs, 3 inspecteurs adjoints, 6 chargés de mission ;

2 - La direction de l'administration générale, du personnel et du budget : un siège à Paris, un directeur, 3 chargés de mission, 4 sous-directions avec chacune 5 bureaux dirigés par des administrateurs civils, etc.. En tout 36 hauts fonctionnaires ;

3 - La division des relations internationales : Là encore un chef, 2 adjoints, 2 sous-divisions, elles mêmes sous-divisées ;

4 - Le contrôle financier, avec 3 contrôleurs financiers.

On est loin d'avoir fini, puisqu'après les services communs, on en vient aux services rattachés au seul ministère du Travail. Il y a :

- la **délégation à l'emploi** (avec en plus une **division des affaires générales** et un **service administratif et juridique**)

- la **direction des relations du travail** (avec une **sous-direction des relations professionnelles**, une **sous-direction de la protection contre les ris-**

ques du travail et une **sous direction des revenus salariaux de l'intéressement et de la participation**)

- la **direction de la population et des migrations** (avec un **service de l'immigration** et une **sous-direction des naturalisations**)

- Le **service des Etudes et de la Statistique** (là encore 5 divisions).

Pour être tout à fait complet, il faudrait encore citer les **organismes** (ce n'est pas la même chose que les **services**) rattachés au ministère du Travail : de l'Institut national d'Etudes Démographiques à l'ANPE, il y a aussi 9 organismes, avec bien sûr des présidents, des directions, des sous-directions.

Au total, pour les seuls services et organismes rattachés au Ministère du Travail, il n'y a pas moins de 116 hauts fonctionnaires. Il serait faux de dire

que ces personnages-là sont inamovibles et sont les pivots de la politique bourgeoise. D'après luttés se mènent entre eux : luttés politiques entre les tenants du pouvoir et les jeunes technocrates de gauche, luttés d'influence aussi pour gravir les différents échelons. Il n'en reste pas moins que, d'un gouvernement à l'autre, il y a bien là les mêmes services, les mêmes hommes ou leurs frères, et en définitive la même politique.

## Interview de Motchane (CERES) au *Nouvel Observateur*

# C'est une erreur de penser que l'on doit sans cesse exiger des concessions de nos partenaires

● « Parler de suivisme au sujet du CERES (par rapport au PCF - NDLR) cela a toujours été une sottise. C'est en train de devenir une indécence ». Cette affirmation courroucée de Motchane un des deux principaux dirigeants de la minorité est pourtant bien vite contredite par la suite de l'interview qu'il accorde au dernier numéro du *Nouvel observateur*.

Prétendant décrire les trois causes de l'échec de la gauche, Motchane réussit la performance d'affirmer simultanément que le PCF et le PS en porte chacun la responsabilité principale : « D'abord la politique du PCF sur qui pèse les responsabilités les plus grandes dans la désunion puis la défaite ».

Bien vite, Motchane « se ressaisit » et reproche à la direction du PS de « ne pas avoir su imposer la moindre initiative unitaire aux communistes » et lui reproche de « s'être mis à la remorque de Georges Marchais ».

Enfin, il lâche le fond de sa pensée : « Pour nous,

c'était une erreur de penser que l'on doit sans cesse exiger des concessions de nos partenaires communistes sans jamais leur accorder la moindre contrepartie. On voit d'ailleurs où cette conception nous a conduits ».

C'est bien là, quoi qu'en dise Motchane, la raison de vivre du CERES : tenter de contraindre Mitterrand à faire plus de concessions à Marchais. Car, voyez-vous, pour le grand penseur issu de l'ENA qu'est Motchane, c'est « une idée molletiste », sous-entendu ultra-réformiste, que d'affirmer que les deux principaux partis de gauche ont échoué « pour cause d'in-

compatibilité de projets de société ». La preuve d'une si péremptoire affirmation ? « Nous savons bien que l'un — le communiste — n'existe plus, et que l'autre — le socialiste — germe, mais n'existe pas encore ».

Pour comprendre le langage de ce « penseur » du CERES, il faut savoir que, pour lui, « socialisme » veut dire quelque chose comme le projet du PCF.

### L'AVENIR DU CERES

Après les déclarations de Mauroy dont nous avons rendu compte dans nos éditions d'hier et celle de Motchane, il n'y a plus à s'interroger sur la manière dont le CERES voit son avenir : « Je n'ajouterais d'ailleurs pas ma note au concert de blâmes qui s'élève ces jours-ci contre François Mitterrand. C'est

l'ensemble d'une politique qui est en question et non pas le courage et le dévouement de ceux qui l'ont menée ». Et Motchane réussit même ce tour de force de se mettre dans la même position de « victime » que Mitterrand : « De la part de gens qui n'ont cessé de l'aduler jusqu'au 19 mars, les critiques adressées aujourd'hui au premier secrétaire sont aussi indécentes que les accusations de crypto-communisme portées par les mêmes contre la minorité du parti ».

Ce vocabulaire doit être compris comme la volonté du CERES de se maintenir au sein du PS et de ménager Mitterrand pour concentrer ses attaques contre Rocard.

François  
 MARCHADIER

● Quel symbole que de voir que le nouveau président de l'Assemblée nationale, présenté comme le candidat de l'ouverture, est en fait un cheval de retour de la quatrième République, où il a été trois fois ministre, et de la période la plus fermée de la cinquième, où il a déjà occupé le perchoir pendant 11 années ! Que Giscard ait été contraint d'aller chercher son «homme nouveau» dans ces eaux là, donne toute la limite de ses capacités d'initiatives et de ses possibilités d'ouverture aujourd'hui.

Là n'est pourtant pas l'essentiel. On a assisté lundi à une nouvelle étape des grandes manœuvres politiciennes qui agitent les partis depuis la victoire incontestée de la droite le 19 mars. On sait dans quel cadre ces manœuvres se déroulent : il s'agit bien pour Giscard d'avancer dans son projet de construction d'un vaste bloc centriste, lui permettant de rallier tout ou partie du courant socialiste. Deux conditions sont, et restent nécessaires, pour avancer dans ce dessein : d'une part casser l'Union de la gauche, et d'autre part se débarrasser, ou laminer la partie la plus réactionnaire de la droite, le RPR. En ce qui concerne l'Union de la gauche, les choses sont avancées, moins du fait des initiatives de Giscard que du fait de la querelle PS-PC. Aujourd'hui, plus personne, ou presque, ne parle de programme commun dans le PS, et la polémique avec le PCF a pris encore plus d'ampleur qu'auparavant, ce qui n'est pas peu dire.

Cette évolution ne peut cependant signifier un ra-

pide ralliement des socialistes au projet centriste : on ne tue pas en quelques semaines une stratégie vieille de huit ans, et le virage doit être pris en douceur si les dirigeants socialistes ne veulent pas courir le risque de voir se désagréger leur parti.

La première partie de l'offensive giscardienne — en direction de la gauche — va donc connaître un relatif ralentissement.

Reste le RPR. Même en perdant trente députés par rapport à la précédente législature, le RPR reste le parti le mieux représenté à l'Assemblée nationale. Sans lui, l'UDF n'est rien, et Chirac garde la possibilité de faire capoter les propositions giscardiennes qui lui déplairaient. D'où la nécessité de laminer le RPR, de le diviser autant que faire se peut, de développer les contradictions en son sein. L'opération Chaban est de ce point de vue le second étage (après la création de l'UDF) d'une fusée anti-RPR qui risque de faire bien des dégâts chez les hommes de Chirac. En jouant sur les contradictions personnelles, en

## L'élection de Chaban

# UNE LOURDE DÉFAITE POUR CHIRAC SUR FOND DE CRISE GÉNÉRALISÉE

soutenant un gaulliste vieux cru contre un Edgar Faure dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'a pas les mêmes antécédents gaullistes, Giscard et ses conseillers ont su ouvrir une brèche. Ni les manœuvres de couloirs, ni les tentatives de reprise en main du groupe RPR n'y ont pu faire quelque chose, et c'est peut-être la plus grande défaite de Chirac. Tout le monde sait désormais que le RPR n'est pas en toute occasion un groupe homogène. S'il est divisé lundi, pourquoi ne se diviserait-il pas en d'autres occasions ?

La gauche divisée, le RPR en difficultés, on voit bien maintenant quels seront les grands traits de la période politique qui s'ouvre. Prudemment, Giscard va pouvoir jouer sur les deux tableaux : une amorce de concertation avec des éléments de la gauche, par exemple en recevant de temps à autre Mitterrand ou d'autres, et des banderilles toujours mieux ajustées contre le RPR.

La rectification des accords monétaires de la Jamaïque, la mise en place

de la proportionnelle, autant de sujets sur lesquels Giscard peut espérer, ne serait-ce que de manière minimale, diviser encore un peu plus le bloc RPR.

Ce sont là des souhaits, et très certainement une tactique. Ce n'est pas une voie royale pour Giscard. Le PS n'est pas prêt, loin de là, à se laisser avaler, et les réactions du RPR, après son très cuisant échec, risquent d'être vives.

Et puis, il nous faut bien regarder le tableau saisissant qu'offrent aujourd'hui les partis de la bourgeoisie : battu aux élections, incapable d'offrir la moindre perspective d'accès au pouvoir pour des années, le PCF est au-

jourd'hui en butte à une forte contestation interne, et une contestation qui n'est pas le seul fait d'intellectuels écrivant au *Monde*.

Le PS en est à l'étape des révisions déchirantes, lui qui se voyait déjà au pouvoir et qui se retrouve avec un leader vieillissant et une encombrante stratégie d'Union de la gauche sur les bras.

Le RPR, qui axait toute son action sur l'existence nécessaire à ses yeux d'un fort groupe de droite, homogène et cohérent autour d'un chef, vient lui aussi d'être atteint par la division, à laquelle s'ajoute toujours le même manque de perspectives.

L'UDF enfin, dont il ne

faut pas perdre de vue qu'elle n'est qu'une coalition, unie aujourd'hui dans la mesure où elle a le vent en poupe, mais dont rien, absolument rien, ne garantit la cohésion demain.

Divisions, absences de perspectives, querelles et manœuvres politiciennes, le voilà le tableau que nous offrent les partis bourgeois. Un tableau de crise. Est-il besoin de préciser qu'il n'y a décidément rien à attendre de ces gens-là, et que ce qui doit être à l'ordre du jour maintenant, c'est la prise en main par les travailleurs de leurs propres revendications, pour les imposer par la lutte ?

Nicolas DUVALLOIS

## Chaban l'homme d'ouverture : plus de 30 ans de politicaillerie

Chaban-Delmas est ce qu'il est convenu d'appeler un «baron» du gaullisme. Un baron d'un genre particulier toutefois. Agé de 63 ans, Chaban est un de ces politiciens, qui depuis plus de 30 ans surnagent à travers les régimes, alternant les périodes de traversée du désert et les périodes d'initiatives politiques.

Adhérent dès 1947 du RPF, Chaban va malgré tout être trois fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République, en flirtant alors avec le parti radical. Pendant un temps, il aura d'ailleurs la double appartenance RPF-parti radical. La véritable carrière de Chaban va pourtant se développer avec l'arrivée de De Gaulle au pouvoir

en 58. Les élections législatives ayant amené une large majorité de gaullistes, Chaban va être porté à la présidence de l'assemblée, poste qu'il occupera sans discontinuer jusqu'en 69. Son rôle est loin d'être honorifique alors, à une époque, celle de la guerre d'Algérie, où le président de l'assemblée, 4<sup>e</sup> personnage de l'Etat, agit comme un garant de la constitution gaulliste. S'il quitte le perchoir en 69, c'est en fonction d'un calcul politique bien précis : Pompidou l'appelle comme premier, et ce sera le thème de la «nouvelle société», qu'il développe avec son conseiller Delors, aujourd'hui membre du PS. C'est de ce moment que datent contradictions avec la fraction réactionnaire d'un parti gaulliste pourrissant. Il est obligé de quitter le gouvernement quand est dévoilée sa manière de pratiquer la fraude fiscale. Candidat à l'élection présidentielle de 74 contre Giscard, il doit son cuisant

échec (15 % des voix) aussi bien à la décomposition du mythe gaulliste qu'à l'action de Chirac contre lui.

Dès lors, Chaban va entretenir des liens très distants avec le RPR, dont il resta membre. Les méandres politiques de la carrière de Chaban, on s'en doute, ne vont pas se terminer avec sa nouvelle élection au perchoir...



### Giscard

«Au moment où l'Assemblée nationale vient de vous porter à sa présidence, je vous exprime mes très cordiales félicitations et mes vœux pour la contribution que vous apporterez à l'œuvre de progrès législatif qui marquera la nouvelle législature».

### Chaban

«J'ai désiré revenir à la présidence de l'Assemblée nationale parce que celle-ci constitue un rouage essentiel des institutions de la V<sup>e</sup> République et que mon désir est de participer directement à leur bon fonctionnement. C'est un travail que je connais bien puisque je l'ai déjà effectué pendant toute la durée de la présence du général de Gaulle à l'Élysée».

Je reviens dans le même esprit qui fait reposer les relations humaines sur la droiture, sur le respect mutuel et sur la tolérance. Ces principes essentiels à la vie en société doivent être appliqués partout et à l'Assemblée nationale plus encore qu'ailleurs. Elle se doit de donner l'exemple à cet égard. Je m'efforcerai d'agir dans ce sens, à conclure le nouveau président de l'Assemblée de faire de mon mieux et en pensant spécialement à la jeunesse qui nous regarde et qui nous juge».

## TOUT UN SYMBOLE

Quel meilleur symbole pour illustrer le rôle et la qualité de l'Assemblée nationale que le discours prononcé par le doyen d'âge de cette honorable assemblée, Marcel Dassault.

Son «discours», de la même veine que les textes signés de lui parus dans différents journaux (rappelez-vous, «la grande misère des petites églises de France»), s'est terminé par une proposition de choc : il faut organiser une grande exposition universelle en 1980 : «Une exposition, c'est la fête. Alors les jeunes seraient heureux. Et la France aurait retrouvé son sourire.» Les collègues de Dassault ont paraît-il hésité à l'applaudir. On les comprend. Le symbole du capitalisme est par trop pourrissant.

## Rencontre Séguy-Maire confirmée

# ILS REGLENT LEURS COMPTES ET NE PARLENT PAS DES LUTTES

● La polémique s'envenime, entre dirigeants de la CGT et de la CFDT. Séguy répondait par avance, dans une interview publiée mardi, dans le *Matin* à la lettre que lui avait adressée Edmond Maire. Maire reprochait à juste titre à la direction de la CGT d'avoir été le «porte-voix du PCF», et remarquait que les critiques portées par la CFDT aux thèses du PCF et de la CGT n'avaient pas été relevées, avant les élections, alors qu'elles fournissent aujourd'hui des arguments à Séguy pour entrevoir «un réformisme que la CFDT côtoie principalement dans le

Dans sa lettre de cinq pages, en réponse à une lettre de Séguy, Maire confirme «l'opinion du bureau national de la CFDT suivant laquelle la CGT s'est faite le porte-voix du PCF durant la dernière période et a suivi en même temps une politique d'échec». Il relève également des divergences de fond entre les deux syndicats, en particulier sur les plate-formes : «Notre plate-forme a été conçue comme un ensemble de revendications prioritaires (...) pour apporter une première réponse à la crise. Elle

est liée à notre stratégie d'action. Par contre, votre programme est très général (...), il peut donner lieu à diverses interprétations et à diverses utilisations, y compris au service d'une stratégie partisane». Maire réagit à l'accusation de réformisme : «Permetts-moi de te dire qu'après avoir, hélas, si largement contribué à la division et au recul de l'espérance ouvrière, la CGT ne nous semble pas particulièrement bien placée pour donner des leçons de syndicalisme de classe».

Séguy, dans l'interview

*mouvement syndical européen».*

Il est à noter que l'*Humanité*, soucieuse de ne pas aggraver l'image bien peu «indépendante» que s'est donnée la CGT pendant la campagne électorale, reproduit les déclarations de Maire sans commentaire. Nous publions ci-dessous des extraits de la lettre de Maire et de l'interview de Séguy. Elles ne contiennent à peu près rien sur la nécessité d'engager des luttes, et confirment qu'une rencontre au sommet entre les dirigeants de deux confédérations aura prochainement lieu.

au *Matin* (faite avant qu'il ait connaissance de la lettre de Maire) répétait lourdement cette accusation : «On a beaucoup parlé, avant les élections, d'une nouvelle stratégie de la CFDT. Cette stratégie a été interprétée par la quasi totalité des informateurs de la vie sociale, comme une volonté de la CFDT de prendre ses distances avec la CGT et de se rapprocher, sous couvert de réalisme du réformisme (...).»

Par ailleurs, Séguy confirme son soutien ouvert

au PCF, à propos du programme sur lequel la gauche aurait dû, selon lui, se battre : «Je pense notamment à la nature et à la dimension du programme de nationalisations et aux droits nouveaux accordés aux travailleurs (...) Ceux qui ont pu penser qu'il serait possible d'attirer un électeur hésitant en vidant le Programme commun de son contenu de classe, en faisant comme si on pouvait pratiquer une politique sociale avancée sans réformes de structures profondes, ont fait un mauvais calcul».

## Les gaullistes de gauche tirent le bilan des élections

Deux groupes des gaullistes de gauche tiraient dimanche, à leur manière, le bilan des élections.

La Fédération des Républicains de Progrès, pour sa part, déclarait à l'issue de ses travaux : « Il importe plus que jamais de défendre l'héritage gaulliste. Les résultats décevants obtenus par les candidats de la Fédération aux élections législatives ne font pas pour autant disparaître les raisons du combat de fidélité entrepris depuis 1974. Il importe plus que jamais de défendre les principes du gaullisme à un moment où le président de la République et son parti ne peuvent que mettre en péril ce qui reste de l'héritage gaulliste dans les institutions de l'Etat (...) » Un autre son de cloche est donné par l'Union des Gaullistes de Progrès qui cache mal son inféodation au parti de Marchais : « L'échec aux dernières élections est dû, selon elle, à la manipulation de l'information, aux divisions excessives de la gauche et au refus du PS et du MRG d'accepter l'élargissement de l'Union au courant des gaullistes d'opposition ». Après avoir regretté que le courant gaulliste soit allé divisé à la bataille, l'UGP tance vertement le RPR « qui a dû recourir à la droite la plus conservatrice ».

Le fait que Marchais ait retiré deux candidats au profit de ceux de l'UGP n'a pourtant donné aucun élu à cette formation. La fidélité est plus forte que la raison...

## 4<sup>e</sup> anniversaire du Quotidien de Paris

Pour son 4<sup>e</sup> anniversaire, le Quotidien de Paris avait fait faire le travail qui revient d'ordinaire à ses rédacteurs. Les signatures de personnalités connues du monde de la politique et des arts se côtoient. Ainsi, un article de Debré côtoie un papier d'Attali ou de Simone Veil. Chaban-Delmas, lui qui avait bien besoin d'un peu d'exercice physique pour réussir l'ascension du « perchoir », avait la direction de la rubrique « sport ».

Entreprise sympathique que de donner la plume à des non-professionnels, si ce n'étaient pour l'essentiel des professionnels de la politique bourgeoise ! Le Quotidien de Paris, pour son 4<sup>e</sup> anniversaire, a voulu tenter une expérience originale. Ce serait tout à son honneur si cela ne se doublait pas d'un pari impossible réduisant « la bonne idée » à néant : n'être ni de droite, ni de gauche, mais les deux à la fois. Le seul qui n'ait finalement qu'exceptionnellement la parole dans ce journal, c'est le peuple !

# SOUS MARIN RPR AU PARTI RADICAL



Jacqueline Nebout

Le Parti radical que préside JJSS a donné son adhésion à l'UDF. Pour sa part Jacqueline Nebout ne partage visiblement pas cette décision. C'est du moins ce qui ressort de la lecture du bulletin qu'elle anime : *Unité radicale* qui est censé être le bulletin d'un courant, le Comité d'étude et d'Action Radicale Socialiste.

Dans cette feuille, on peut lire : « C'est une erreur d'analyse que de vouloir intégrer les radicaux valaisiens dans une nébuleuse attrape tout qui se meut entre le centre droit et la droite classique, et qui développe à l'égard du RPR une stratégie d'associé-rival où la rivalité risque de l'emporter sur l'associa-

# PCF : DÉFENSIVE TOUS AZIMUTS

● Dans *L'Humanité* de lundi, on donne la grosse artillerie pour expliquer les raisons de la polémique du PCF contre le PS depuis septembre 1977. L'éditorial de Francette Lazard, un article de Paul Laurent, un autre de Herzog, tout cela sur le même sujet. Il est vrai que, dans la période, la politique du PCF est largement contestée dans les masses, et aussi dans les rangs mêmes du PCF.

Il devenait donc assez urgent pour le PCF de reprendre en main ses troupes. Francette Lazard se saisit des déclarations de Mauroy à *Europe 1* où celui-ci disait que les choses seraient plus simples si le PCF n'existait pas. Elle rappelle que le but du PS est de réduire l'influence du PCF et en conclut : « Ce calcul partisan, fondé sur une appréciation erronée, a empêché la victoire d'une gauche solidement unie ».

Paul Laurent, que certains présentent comme l'homme « d'ouverture » du PCF (par opposition à une tendance « sectaire ») prend la plume pour abonder dans le même sens, rendant responsables de l'échec de la gauche le PS et la droite, qui auraient tout fait pour réduire l'influence du PCF. La conclusion que pourrait en tirer le militant de base du PCF, c'est que décidément il n'y a rien à faire avec le Parti socialiste.

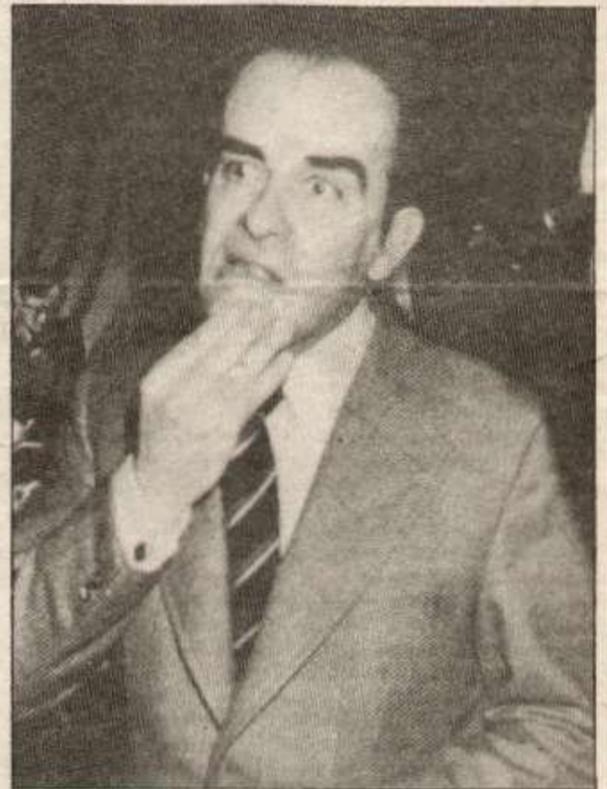
Non, dit Laurent, il faut l'union. Mais regardons-y de plus près : « Plus que jamais, il faut l'union et l'action de tous ceux qui souffrent de la crise et de la politique de la droite pour faire aboutir leurs revendications sociales et démocratiques. Plus que jamais les communistes vont déployer la grande politique de démocratie, d'ouverture, de large alliance, d'Union de la gauche définie par le XXII<sup>e</sup> congrès. Plus que jamais, ouvriers, employés, intellectuels, paysans sont appelés à constituer le rassemblement populaire le plus large pour sortir le

pays de la crise et promouvoir une politique nouvelle ». Il est bien plus souvent question dans ces lignes d'union très large, style union du peuple de France, que d'Union de la gauche, et jamais de Programme commun. Il est vrai que de ce côté les voies sont bouchées pour l'instant (en fait jusqu'aux législatives, puis jusqu'aux présidentielles, les partis de gauche n'auront pas de candidat commun).

## HERZOG : C'EST LA FAUTE A LA CRISE

Tout de même, il faut arriver à expliquer pourquoi la politique du PCF n'a pas suscité plus d'enthousiasme chez les travailleurs puisque celui-ci voit son score baisser. Le polytechnicien Herzog se voit chargé de cette tâche. Il est vrai que les justifications du genre : « C'est la faute aux attaques de la droite » commencent à ne plus suffire, y compris pour assurer la cohésion interne du PCF. C'est donc à des arguments plus subtils que Herzog recourt.

Pour lui, « l'aggravation de la crise comporte spontanément un repoussoir à l'idée de changement » et entraîne le risque de la résignation. Bref, il faut montrer les raisons de la crise et les fameux « moyens » d'en sortir : les nationalisations. « A quel obstacle nous sommes-nous heurtés ? De même que l'aggravation de la crise peut servir de répulsif au changement, l'urgence de ce changement rend terriblement at-



tractive l'idée des petits pas ». Idée exploitée par la droite et le PS. En somme, c'est la crise qui renforce la droite et la social-démocratie. Seul le PCF résiste bravement à ces idées fallacieuses.

Dans ce brevet de pureté révolutionnaire que se décerne le PCF, aucun argument pour démontrer

que la nationalisation de quelques filiales de plus aurait changé la finalité de l'économie. Tant il est vrai que la question de l'étendue des nationalisations concernait surtout le pouvoir que le PCF voulait prendre dans l'appareil économique ; mais cela, il ne peut pas le claironner.

François NOLET

## Conseil national du P.R.

## Avertissement au RPR

Le Conseil national du parti giscardien s'est réuni lundi matin. A l'issue de ses travaux, Soisson a fait une déclaration à la presse pour présenter les objectifs de son mouvement. Malgré l'arrivée du « Printemps de la France », les idées neuves ne bourgeonnent pas spécialement. Le point principal fixé comme objectif est le renforcement de l'UDF, et à l'intérieur de l'UDF, du PR. Ce parti se donne comme but d'arriver à 200 000 adhérents d'ici l'été. Pour le renforcement de l'UDF, « aucune bonne volonté ne doit être rejetée. Une possibilité d'expression et d'action doit être assurée à ceux qui souhaitent rejoindre l'UDF sans passer par le canal d'un parti existant ». C'est précisément ce que redoute le CDS, qui craint que ces adhérents ne viennent assez rapidement à être récupérés par le PR, la plus importante et la mieux structurée des composantes de l'UDF.

Le PR lance un avertissement au RPR, en affirmant que « les députés de la majorité ont été élus sur le nom du président (...) La majorité parlemen-

taire soutiendra le gouvernement nommé par lui. Elle ne prendra pas le risque d'une crise et donc d'un retour devant les électeurs ». Et en même temps, il formule certaines propositions qui ressemblent fort à un appel du pied au PS, comme celle d'une loi électorale, « permettant aux divers courants politiques d'être à l'avenir représentés dans les conseils municipaux des villes de plus de 30 000 habitants ». Ce qui permettrait toutes sortes de combinaisons possibles, surtout dans une situation où la gauche est quelque peu désunie.

Les propositions pour les travailleurs sont toujours aussi alléchantes : il s'agit de « la poursuite de l'effort de redressement », entendez de l'austérité. La continuité.

Tout de même, un effort d'imagination sera fait : le PR va lancer une campagne d'adhésions sur le thème « le printemps de la France » avec comme support des distributions de posters. Le gadget est roi et bien pâle le soleil de ce printemps.

Defrenne (Roubaix) :  
le PDG condamné

## MAIS LA BATAILLE CONTINUE POUR LA RÉOUVERTURE

● Bientôt un an de lutte pour les travailleurs de Defrenne (filiale du groupe Schlumpf) à Leers et Roubaix et huit mois d'occupation contre la fermeture consécutive au «dépôt de bilan» intervenu, on le sait en 1977.

Un «dépôt de bilan» qui est une conséquence, entre autres, des détournements financiers d'un montant de 240 millions de centimes opérés par le PDG à l'époque, et pour lesquels il vient d'être condamné à 18 mois de prison, dont six avec sursis.

A cette peine de prison pour «abus de biens sociaux, présentation de bilans inexacts et faux en écritures de commerce» que le PDG a, pour l'essentiel, accompli. Et s'y ajoute, prononcée par le tribunal de Grande Instance de Lille, l'obligation pour le gestionnaire de payer une amende de 10 000 F. Enfin, ce dernier et le PDG de Defrenne devront solidairement verser à la CFDT, suite à la plainte, 3 000 F de dommages et intérêts.

Chez Defrenne à Roubaix où, pendant qu'un certain nombre d'ouvriers suivent des cours, d'autres occupent les locaux jour et nuit, à tour de rôle, on se félicite bien sûr de ce jugement qui a permis de montrer une nouvelle fois et au grand jour les pratiques du patronat et aussi, s'il en était besoin, la réalité de la justice

capitaliste du fait du caractère limité de la condamnation.

«En définitive, déclare Jean, militant syndical CFDT, ça ne résoud pas notre problème d'emploi. C'est vrai qu'on peut se servir de ce jugement qui prouve qu'il est possible de faire juger un PDG. Mais ce n'est pas facile : il a fallu se battre pendant des mois et puis il a fallu avoir un certain nombre de connaissances d'une part, d'appuis extérieurs d'autre part... En fait, il faut bien toujours replacer l'affaire dans le contexte dans lequel on se trouve : la société capitaliste, où le gars qui possède a tous les droits et les pouvoirs, point final ! Pour faire pencher la balance, ce n'est pas facile ! Car, en définitive, à quoi se résume le jugement ? Defrenne a extorqué 240 millions anciens ; les Schlumpf, on n'en



parle pas : c'est par milliards que ça se chiffre. Bon, et puis aujourd'hui, la justice se contente de distribuer quelques amendes».

Si la CFDT Defrenne estime qu'il faut se battre sur le terrain juridique, elle pense bien que cela doit se faire, et cela s'est fait, avec les travailleurs. Sans quoi, il n'y aurait pas eu ce recul, petit mais bien réel. Mais l'essentiel après ce jugement n'est pas réglé pour autant, c'est-à-dire l'emploi.

«Le jugement n'est pas une victoire en soi puisqu'il ne nous redonne pas du boulot, et pour arriver à la réouverture il ne s'agit pas d'intenter un second pro-

cess». Quel moyen alors ! Les visites des directions syndicales, et notamment de la confédération CFDT chez Giscard, sa demande d'ouverture de négociation laissent sceptique quant aux résultats qu'elles peuvent apporter, notamment au niveau de l'emploi.

«J'appartiens à la CFDT. Je sais qu'Edmond Maire a posé la question à Valéry en disant : Voilà, il y a le problème des conflits à régler. Je sais bien que, de toute façon, l'autre, ça doit être loin de sa pensée !»

Reste la lutte, que les travailleurs de chez Defrenne sont bien décidés à continuer et à amplifier jusqu'à la réouverture.

## De notre correspondant de Besançon

### MENUISERIE ET TRAVAUX PUBLICS : ACCIDENTS DU TRAVAIL EN SÉRIE

En l'espace de deux jours, quatre travailleurs ont été gravement blessés. Il s'agit d'un jeune menuisier de 18 ans qui a eu le bras gauche déchiété par une scie sur un chantier près de Saint-Claude, d'un travailleur immigré de Morez qui a eu la jambe écrasée par une pelleuse qui manœuvrait sur un chantier de pose d'un câble téléphonique. C'est aussi un jeune ouvrier dijonnais de 21 ans qui a été gravement blessé dans la chute d'un poteau téléphonique sur lequel il travaillait près d'Auxonne. Enfin, un autre menuisier d'une entreprise de Lons-le-Saunier a eu quatre doigts sectionnés par une toupie sur laquelle il travaillait.

### DRÔLE DE POISSON D'AVRIL POUR LES TRAVAILLEURS DE FILLOD !

Cela fait des mois que l'emploi est menacé aux Etablissements Fillo, une usine métallurgique de Saint-Amour, petite localité au sud du Jura.

Cette entreprise qui avait déjà supprimé près de 70 emplois en 10 ans, envisage de licencier les 234 travailleurs restants. Il est certain en tout cas que ce ne sont pas les salaires qui ont conduit l'entreprise à la faillite : en effet, le pouvoir d'achat a baissé de 20 % en un an !

On laisse entendre qu'il pourrait y avoir éventuellement un rachat... avec une centaine de licenciements. Plusieurs manifestations ont été organisées à Saint-Amour, dont certaines avec l'appui de la population pour qui Fillo représente un des rares employeurs.

Les travailleurs, avec leurs syndicats, se sont opposés à tout plan de licenciement en décembre et en janvier mais, en mars, des négociations entre le syndicat, le Comité d'entreprise et les permanents syndicaux ont abouti à un plan de relance provisoire (deux ans) de l'activité à partir du 1<sup>er</sup> avril, sous la direction d'un nouveau PDG venu de Marseille, M. Légume.

Celui-ci s'est fait beaucoup prier, exigeant de lourdes concessions : 44 licenciements, 7 mises à la retraite anticipée, 17 jeunes non réembauchés à leur retour du service militaire, et des horaires de travail hebdomadaire de 32 heures.

L'accord des travailleurs pour de telles concessions ayant été acquis de justesse (100 voix pour et 91 contre), on apprenait le 1<sup>er</sup> avril que tout était remis en cause, M. Légume n'ayant pas pu obtenir suffisamment de facilités de la part des banques.

Voilà comment on traite les travailleurs ! Va-t-on continuer ainsi à les mener en bateau ?

### DIJON : BILAN D'UNE GREVE DANS UNE CLINIQUE PRIVÉE

Entre les deux tours des élections législatives, une grève éclata à la maison Choisi Divio, dans le service de kinésithérapie. Les revendications concernant l'application de la convention collective ne reçurent d'autre réponse de la direction que le refus et une menace : «La clinique est à but non lucratif et ne fait pas de bénéfice, donc on ne peut satisfaire vos revendications sans s'attaquer à la classe ouvrière ! L'argumentation de Monsieur Glasberg, le patron au niveau national, se justifiait par l'origine humanitaire de la clinique (centre d'orientation social) et par les opinions de gauche du patron !

«On n'a jamais vu ça dans les autres cliniques, vous avez commencé sur un malentendu. Ailleurs, il n'y a pas de problèmes avec les syndicats». Finalement, pour sauvegarder son image de gauche, le patron a dû lâcher quelques revendications : des droits pour les femmes enceintes, l'application de la convention collective pour les aides-soignantes, etc.

Ce premier succès est significatif pour une première grève lancée avec la jeune section CFDT dans une clinique où travaillent une soixantaine d'employées.

Elle a réussi à mobiliser l'ensemble du personnel non-soignant qui a représenté la force principale dans le mouvement à côté des kinésithérapeutes. Cela a permis d'obtenir un succès malgré la période d'après le second tour des élections et les menaces de lock-out.

On peut regretter que l'unité de lutte n'ait pas pu se développer avec les employés de l'IMPRO LR (handicapés) qui étaient en grève en même temps sur des revendications sectorielles. En effet, leur grève a échoué à cause d'une sorte de lock-out, les enfants ayant été renvoyés dans leurs familles par la direction.

Au Wimpy Gare du Nord (Paris)

## 6 SEMAINES DE GREVE POUR LES 2 400 F

Depuis le 25 février, les 51 employés du Wimpy-self de la Gare du Nord sont en grève. La direction de Jacques Borel INT, de laquelle dépend l'établissement, y pratique une politique des salaires et des conditions de travail dignes du 19<sup>e</sup> siècle.

Certains salaires en effet ne dépassent pas 1 300 francs net. De plus, l'emploi du temps fixé par la direction pour une journée de travail a une amplitude qui varie de 4 heures, ce qui conduit à des journées



de 13 heures, et les employés qui finissent leur service en dehors des heures de transport en commun doivent eux-mêmes payer les frais de transport.

Face à cela, les employés ont déclenché la grève en exigeant :

- un minimum à l'embauche de 2 400 F pour 40 heures, et l'augmentation de 200 francs de tous les salaires pour le personnel mensualisé ;
- l'égalisation du pourcentage service à 15 % ainsi que l'élimination des travaux de nettoyage après le service ;
- le paiement des frais de transport pour le personnel qui termine son travail en dehors des heures de transport en commun ;
- le respect des conventions collectives.

La direction fait la sourde oreille et cherche à isoler les grévistes. Mais elle ne saurait les ignorer plus longtemps sans prendre le risque de voir le mouvement s'étendre à tous les établissements de Paris et sa banlieue, où la solidarité avec les grévistes s'est déjà fait sentir.

Les grévistes, eux, sont bien décidés à faire reculer la direction, et pour cela ils font appel à un soutien massif.

Ne pas fréquenter leur établissement est une forme active de soutien puisque, comme ils le font justement remarquer dans le tract qu'ils diffusent : «Notre lutte est la vôtre, car demain sera fait de nos luttes !»

## Chantier de Braud Saint-Louis Propositions patronales insuffisantes, les grévistes votent la poursuite du mouvement

Les travailleurs du chantier nucléaire de Braud Saint-Louis près de Bordeaux continuent leur lutte sur les salaires.

Vendredi, le patron du chantier a fait un certain nombre de propositions : 7 francs d'augmentation pour les frais de déplacement, 10 % d'augmentation sur les salaires (il proposait 3 % auparavant), 300 F de proposition pour le paiement du mois de grève et 500 F dans les mois qui viennent si les travailleurs s'engagent à faire une heure de plus par jour, heure qui serait payée en heure normale.

Samedi, les grévistes se sont réunis en assemblée générale à Braud pour examiner ces propositions. Ils ont constaté que les propositions patronales ne prenaient pas en compte leurs revendications, c'est-à-dire 17 F d'augmentation par jour pour les déplacements. Ils ont refusé l'heure supplémentaire de travail payée en heure normale.

Lundi, à l'appel des entreprises, de l'EDF et par voie de presse, une réunion s'est tenue le matin sur le chantier pour des négociations sur ces nouvelles propositions : les délégués CGT (la CFDT nouvellement implantée n'ayant pas de délégué) affirmaient que ces nouvelles propositions étaient très bonnes, qu'il fallait les accepter sous peine de ne rien avoir.

Les travailleurs ont refusé et continuent leur grève jusqu'à satisfaction de leurs revendications.

## Pépinière «Beau soleil» (Bouches du Rhône)

- Pas de congés payés
- Non-paiement des heures supplémentaires

## LES TRAVAILLEURS AGRICOLES SE DRESSENT ET GAGNENT

● Les patrons de l'agriculture exploitent sans vergogne les ouvriers agricoles (en majorité des immigrés). Cela dure depuis de nombreuses années. C'est le cas à la pépinière «Beau soleil» aux Pennes-Mirabeau.

Le patron emploie une dizaine d'ouvriers agricoles (en majorité des Tunisiens). Ceux-ci travaillent 9 heures par jour, et ce 6 jours sur 7 quand ce n'est pas la semaine entière. Ils sont payés au SMIC.

Le patron «oublie» tout le temps de leur payer les heures supplémentaires, les primes pour travaux dangereux ou insalubres, etc. Pour les congés payés, c'est la même chose : ainsi un ouvrier qui

Le patron emploie des «sans papiers», donc ne les déclare pas, donc ne paie pas ses cotisations ! Si ce travailleur a un accident, s'il tombe malade, il sera jeté à la rue ; s'il veut se plaindre, porter plainte, il sera expulsé par les flics !

Le patron ne marque pas toutes les heures travaillées, donc ne les déclare pas ! Il ne paie pas les heures supplémentaires, donc ne les déclare pas ! Devant une administra-

tion complaisante, qui ferme les yeux, les patrons de l'agriculture ont la part belle. En fait, comme les autres, ce patron n'applique même pas les dispositions légales élémentaires.

Pour que les ouvriers soient plus «rentables», plus disponibles, il en loge une partie dans... une ancienne porcherie où les immigrés dorment à même le sol.

Les patrons ont cru trouver dans les immigrés une main d'œuvre docile et à bon marché. Ce

travaille depuis deux ans n'a jamais pris de congés, n'a jamais touché l'argent correspondant, et c'est vrai pour tous.

Les conditions de travail sont aussi scandaleuses : du matériel mécanique vétuste, poussé à bout, aucun vêtement de protection alors que la Sécurité sociale agricole fournit les équipements de protection individuelle gratuitement... à condition que le patron paie régulièrement ses cotisations. Or, dans la région, les patrons de l'agriculture doivent plus d'un milliard de retards.

A la pépinière «Beau Soleil», c'est la lutte !

patron est un habitué : il a déjà fait deux faillites, mais ça ne l'empêche pas de continuer.

Quand un ouvrier vient pour toucher son salaire, il lui répond qu'il n'a pas d'argent et qu'il faut attendre que l'argent des commandes rentre. Il lui donne un acompte ridicule pour le faire patienter. Ainsi les ouvriers ont moins de 20 francs par jour pour vivre. Ainsi, dans la plupart des cas, ça fait deux mois que le patron n'a pas payé les salaires. Un travailleur proteste : il lui dit qu'il n'a qu'à aller chercher du travail ailleurs, mais comme les conditions sont les mêmes partout, l'ouvrier n'a pas le choix. Ainsi des immigrés licenciés depuis plus de trois mois n'ont toujours pas été payés.

Cette situation, généralisée dans l'agriculture, est scandaleuse. Les ouvriers agricoles en ont assez, et ils commencent à s'organiser et à lutter.

Quand c'est possible, les ouvriers immigrés luttent directement contre leur patron. Ainsi, dans la région de Barre, certains ont fait un débrayage surprise pour obtenir une douche que le patron promettait depuis des mois : deux heures après elle était installée. Mais, face à l'organisation de ces patrons, face aux complicités qu'ils ont dans l'administration (certains ont des lettres de licenciement en blanc déjà signées par l'inspecteur du Travail), il faut aussi pour les ouvriers agricoles, surtout pour les immigrés qui luttent individuellement, une organisation qui puisse les aider efficacement. C'est ce qu'essaient de faire les syndicalistes de la FGA CFDT dans la mesure de leurs moyens.

Sur la demande des ouvriers agricoles, des syndicalistes de la FGA CFDT sont allés voir ce patron pour lui rappeler tous ces faits et exiger qu'il respecte la loi dans les jours suivants. Mais dans le cas où celui-ci s'en moquerait, les ouvriers étaient déterminés à le poursuivre devant le tribunal pour obtenir satisfaction de leurs légitimes revendications.

Les cas d'ouvriers agricoles (essentiellement immigrés) qui osent se dresser contre ces suceurs de sang sont encore peu nombreux. Mais les quelques cas qui ont eu lieu commencent à être connus, servent d'exemple et font bouler de neige. Il est fini, le temps où les patrons pouvaient se servir à leur guise des hommes comme d'un vulgaire matériel !

Après deux rencontres du syndicat FGA CFDT avec le patron pour qu'il paie les salaires en retard, rencontres qui n'ont pas abouti, et avant d'utiliser le référé prud'homme pour l'y contraindre, le syndicat a envoyé la liste des ouvriers avec le salaire dû à chacun, y compris un «sans papiers» dont le nom n'était pas cité. La lettre demandait que le patron paie.

En réaction, le mardi 28 mars au matin, le patron disait au «sans papiers» qu'il le licencierait parce que le syndicat avait écrit qu'il n'avait pas le droit de l'employer, ce qui est faux. Mais il ne réussissait, par sa manœuvre, qu'à mettre les ouvriers agricoles plus en colère.

Le mercredi 29 au matin, avant l'embauche, les ouvriers décidaient d'aller voir tous ensemble le patron pour qu'il garde le «sans papiers» et paie tous les salaires en retard.

Il les envoie ballader. Les ouvriers se mettent alors en grève, décidant de la poursuivre tant que le patron ne paierait pas. Ils font une pancarte qu'ils accrochent au portail de l'entreprise : «Personnel en grève pour le paiement des heures supplémentaires, pour une paie régulière», et ils discutent avec les clients, leur expliquant leur situation.

Le jeudi 30 au matin, les ouvriers étaient toujours en grève et avaient collé des affichettes sur les pancartes de balisage indiquant le chemin pour aller à la pépinière, à l'attention des clients et des promeneurs, et ils occupaient toujours l'entrée.

Peu avant midi, le patron cédait et payait tous les salaires en retard ! Les ouvriers agricoles ont gagné.

Correspondant

## Les élections sont passées

# Menaces de licenciements et fermetures par centaines dans les mois à venir

De nombreuses fermetures ou licenciements, pour certains différés à cause des élections risquent d'intervenir dans les semaines et les mois qui viennent.

Ce sont d'abord des secteurs d'industrie entiers qui sont en passe d'être restructurés... ou de l'être à nouveau. C'est le cas de la sidérurgie où plusieurs milliers d'emplois supplémentaires risquent d'être supprimés, vu l'aggravation de la crise, selon le point de vue du patronat, ce qui porterait à 35 000 à 40 000 le nombre de licenciements d'ici à 1983.

C'est la réparation navale : les licenciements à Ziegler ou à Flandres Industrie, à Dunkerque contre lesquels les ouvriers sont en lutte, ne sont que les premiers pas vers la suppression de milliers de postes. C'est Boussac qui entend fermer de nouvelles unités de production pour aller placer ses capitaux à l'étranger : 2 000 travailleurs risquent d'être touchés par ce plan dans les Vosges. Toujours dans le textile, la société Jacquard (pulls) à Châlons-sur-Saône, en Saône et Loire, va déposer son bilan, le 4 avril. Le directeur, ancien responsable d'une filiale de Boussac parle de reprise par



un groupe dont on ne connaît pas encore le nom, mais on sait d'ores et déjà que cela se traduira par de nombreux licenciements parmi les 1 800 travailleurs actuels.

Autre secteur touché, la métallurgie : rien que dans la région girondine, la CGT annonce 18 entreprises sur le point de fermer ou soucieuses de «dégraissier» leurs effectifs.

Dans la région lyonnaise, l'entreprise Term Cailoux vient d'être mise en règlement judiciaire : 371 travailleurs risquent de perdre leur emploi d'ici

peu. Le règlement judiciaire était prévu bien avant les élections mais avait été différé.

A Nantes 23 des 230 ouvriers de la Nantaise de fonderies viennent d'apprendre qu'ils sont licenciés.

A Massey-Ferguson, à Beauvais dans l'Oise, les 2 000 travailleurs en chômage technique au mois d'avril, s'attendent à ce que plusieurs centaines d'entre eux soient licenciés dans les mois à venir !

Pour couronner le tout, les milliers de «stagiaires Barre» sont menacés d'être

mis à la rue, dans les semaines à venir.

Mais déjà en maints endroits les travailleurs sont décidés à riposter à l'image de ceux de la Navale à Dunkerque, des «stagiaires Barre» qui commencent à s'organiser, les 2 000 ouvriers de Massey Ferguson à Beauvais ont d'ores et déjà annoncé leur intention de bloquer toute production au cas où la direction déciderait de mettre à exécution son plan de chômage. Un exemple qui ne saurait manquer d'être suivi par d'autres !

## QUESTIONS SYNDICALES

### Déclaration de Michel Roland, secrétaire de la CFDT

# «NOUS SAURONS SI NOUS AVONS ÉTÉ ENTENDUS» !

● *Le Quotidien de Paris* de lundi publie une longue interview de Michel Roland, secrétaire confédéral de la CFDT. Trois thèmes principaux y sont développés : l'explication de la demande d'invitation au président de la République et la question des négociations ; les deux ou trois mois de délai accordés par Edmond Maire à Giscard pour qu'il puisse faire ses preuves d'ouverture ; enfin, les relations avec la CGT, et le bilan d'ensemble des élections, du point de vue de ce que la centrale de la rue Cadet appelle l'«Union des forces populaires».

Sur la visite à Giscard et les justifications qui en sont données, on peut avoir des inquiétudes : «Le rôle du syndicat étant toujours d'obtenir des résultats, il nous a semblé que cette manifestation électorale, qui capitalise les luttes et les mouvements de protestations qui avaient eu lieu auparavant, devait imposer l'ouverture de négociations. Nous avons donc décidé de nous adresser aux centres réels de pouvoir : le président de la République sur le plan politique, et le CNPF pour ce qui est des entreprises. Le fait que le président ait décidé de nous recevoir manifeste probablement deux choses : la première, c'est qu'il doit avoir conscience que la poursuite de la politique antérieure conduit nécessairement à la crise sociale et à l'aggravation de la situation économique. C'est aussi parce qu'il a la volonté politique de s'appuyer sur les résultats des élections, qui lui sont apparemment très favorables, pour élargir sa capacité d'initiative». Giscard, à entendre Michel Roland, va donc changer de politique ! Si c'est d'une certaine ouverture au PS qu'il veut parler, d'accord et pas tout de suite ! Mais pour ce qui est de la hausse des prix, du chômage, inutile d'attendre pour être fixé. Toute une série de hausses ont commencé à entrer en application, et les licenciements

se multiplient ! Ce que veut très clairement la direction CFDT, c'est la reconnaissance de Giscard, la possibilité de discuter en responsables.

#### UN DÉLAI INQUIÉTANT

Obtenir des négociations, telle est l'explication du délai accordé par Edmond Maire à Giscard. Bien sûr, on se défend que ces deux ou trois mois soient des mois de «paix sociale». Mais enfin, pour qui prennent-ils les travailleurs : «Nous saurons très vite si nous avons été entendus, écoutés, dès que le nouveau gouvernement qui va être mis en place prendra ses premières décisions ; ça demande trois semaines, un mois. Nous saurons seulement un peu plus tard si les négociations ont des chances d'aboutir à des compromis acceptables pour les travailleurs concernés. Ça demande environ deux mois pour arriver à ce stade. Il n'y a donc pas trois mois de répit pour le gouvernement et le patronat, mais trois mois utiles pour agir, soutenir et juger les négociations». Encore une fois, que peut-on attendre de sérieux, quand Barre vient de réaffirmer qu'il fallait poursuivre les efforts, continuer le blocage des salaires ? Quant à la mobilisation dont parle Roland, de quoi s'agit-il ? Il n'est même pas question pour l'instant du premier

mai, qui n'est pourtant pas si loin !

#### DÉTOURNER LES INTERROGATIONS

Ce virage à droite, si l'on peut dire, de la direction CFDT, n'est pas sans poser de problèmes parmi les syndiqués, qui s'interrogent aussi sur la stratégie et la tactique suivie par la confédération. Raison de plus, pour la direction cédétiste, pour centrer ses attaques sur la CGT et le PCF. Assurément, les critiques portées sont justes, mais permettent de faire l'économie d'un bilan sur les prises de position de la direction CFDT elle-même. Roland prétend qu'elle a toujours eu la même attitude. C'est bien vite dit, quand on se souvient des appels de Maire, entre les deux tours, à ce que pas une voix ne manque à la gauche ! Lui qui le lendemain du 19, traitait à juste titre l'accord du 13 de «masquerade», n'avait-il pas chanté victoire quand il avait été signé ?

Alors que reste-t-il de toutes ces déclarations, sinon qu'effectivement, au sein de la direction CFDT, certains attendent bien quelque chose du nouveau gouvernement de Barre, de celui qui va être nommé d'ici quelques jours, ou d'un autre, ultérieur. Qu'à la direction CFDT comme à la direction CGT, c'est l'attentisme qui domine, parce que les deux partis de gauche n'ont pas encore bien fixé leur ligne de conduite, et qu'un mouvement revendicatif d'importance ne pourrait aujourd'hui être canalisé vers un débouché politique à leur convenance. Au contraire, il aurait toutes les chances, précisément de leur échapper !

C'est pourquoi, aujourd'hui, il est vital que ce débat ait lieu sur des mois d'une tactique qui a consisté à mettre les luttes à la remorque du Programme commun, à tout faire converger en vue de la victoire de la gauche. Que faire aujourd'hui pour que les luttes redémarrent, qu'elles construisent leur autonomie face aux prochaines tentatives des confédérations, c'est bien là le débat à mener partout. Le prochain plan Barre n'attendra pas !

Monique CHÉRAN

### Menace d'extradition contre un militant italien

# POURSUIVI POUR UN DÉLIT DE PRESSE

● Antonio Ballavita, incarcéré à la prison de Fresne, passera mercredi devant la chambre d'accusation du Tribunal de Paris, où sera examinée la demande d'extradition déposée à son encontre par la justice italienne. Réfugié en France en raison de la persécution dont il était l'objet en Italie, où il dirigeait la revue *Contro Informazione*, Ballavita était monteur au quotidien *Libération*. Une pétition signée par de nombreuses personnalités souligne que le seul délit reproché est d'opinion et demande «aux autorités judiciaires et gouvernementales françaises d'opposer une fin de non-recevoir à la demande italienne et le droit pour Antonio Ballavita de continuer à vivre en France normalement». Une fois de plus, le droit d'asile, au moment où l'hystérie policière s'étend en Italie comme elle l'avait fait en Allemagne il y a cinq mois, est en cause, devant une chambre d'accusation qui a déjà fait preuve de sa sévrité.

Les magistrats italiens avaient inculpé Ballavita en novembre 1976 «de complicité d'association subversive et incitation publique à commettre des délits de nature à porter atteinte à l'État italien». Deux ans après, à la faveur de l'enlèvement d'Aldo Moro, ils en profitent pour demander l'extradition du militant italien, alors qu'ils ne disposent de rien de plus. Le «corps du délit» datant de 1976 mérite d'être examiné : on a retrouvé dans une cache des «Brigades rouges» un enregistrement de Ballavita. Celui-ci n'a fait aucune difficulté pour le reconnaître, et a expliqué à plusieurs reprises la raison de ces enregistrements : comme directeur de la revue d'extrême-gauche *Contro Informazione*, il avait réuni une documentation sur les «Brigades rouges» (encore presque inconnues, en

1974) et l'avait soumise à un représentant de cette organisation. Tout devait lui être rendu, mais ce ne fut pas le cas. Quoi qu'on pense de la nature des «Brigades rouges», il est clair que le délit reproché à Ballavita ne relève que du journalisme. A-t-on inculpé en France Victor Franco qui, dans *Le journal du Dimanche*, «révélaient» comment ses petits copains d'extrême-droite organisaient des attentats ?

La revue *Contro Informazione* a été, depuis ce moment, l'objet d'une inquisition incessante : un dirigeant du MSI néofasciste, la définit comme l'organe des «Brigades rouges». Après l'inculpation de Ballavita et d'un autre rédacteur, un numéro de la revue sort, pour démontrer le vide de ces inculpations. De nouvelles inculpations sont pronon-

cées, et des rédacteurs arrêtés. La revue, en tant que telle, n'a pourtant jamais été poursuivie ; et dans un texte publié par *Libération*, elle affirme que le recours à la lutte armée par certaines organisations est consécutive en partie du fait que «contrairement aux autres pays d'Europe, le PCI, les syndicats et les autres partis politiques ont abandonné toute velléité de médiation dans les conflits de classe en Italie». La revue entend «continuer à faire circuler les informations au delà des canaux du pouvoir constitué afin de rompre l'autocensure (...) tout en aidant par un engagement collectif les réelles avant-gardes de lutte et les forces qui sentent l'urgence de rompre le secret qui entoure les corps séparés de l'état de crise et la loi du silence des corps politiques institutionnels». Qui sont ces «réelles avant-gardes» auxquelles se réfère la revue ? Cela n'est pas précisé.

Il reste un fait : Ballavita n'est coupable d'aucun autre délit que celui d'avoir voulu publier des documents sur les B.R. Ceux qui se réclament bien fort de la démocratie en Italie n'ont à aucun moment protesté contre ces poursuites. Mieux, les magistrats italiens proches du PCI n'ont pas hésité à courir dans l'engrenage. Ce ne doit pas être un hasard.

Eric BREHAT

#### En bref...En bref...

Les dirigeants syndicaux de Stuttgart ont annoncé un «bon compromis» avec le patronat : les maîtres de forges auraient accepté une augmentation de 5 % au lieu des 8 exigés par les syndicats et des 3,5 % qu'ils estimaient être le maximum. Les travailleurs doivent voter sur ce compromis, obtenu après trois semaines de grève.

#### INSÉCURITÉ DANS LE MÉTRO

Dimanche, 14 h 30. Au terminus, porte de la Chapelle, la rame s'apprête à repartir, une fois vidée. Une septuagénaire, restée à l'intérieur, tente de sortir à ce moment. La porte s'ouvre alors que la voiture démarre. La vieille dame est précipitée à terre. Blessée au crâne, elle meurt.

Les «accidents» dans le métro sont bien plus fréquents qu'on ne le croit, même s'ils restent, négligeables en re-

L'Opéra de Paris a rompu tous ses liens avec l'URSS à la suite du refus opposé à la venue de Lioubimov qui devait venir monter la *Dame de Pique*. Autant que contre son esthétique peu appréciée du KGB, Lioubimov est ainsi sanctionné pour avoir dit en France que son activité artistique en URSS était étouffée par le pouvoir et en butte aux tracasseries administratives et à la censure.

gard du nombre de voyageurs transportés. Mais, curieusement, le nombre d'accidents augmente plus vite que celui du nombre des voyageurs. Et, bien souvent, le lien avec la politique de rentabilisation à outrance de la RATP est direct. En l'occurrence, la suppression des «agents signaleurs» qui inspectaient les voitures au terminus, est responsable de la mort d'une dame de 76 ans.

#### RASSEMBLEMENT POUR HEIDE

La coordination des groupes femmes de Paris-région parisienne appelle à un rassemblement jeudi 6 avril à 18 h 30, place Jean Jaurès (Paris) pour exiger que toute la vérité soit faite sur les très graves sévices subis par Heide, jeune allemande de 26 ans, emmenée par Police-Secours, le 21 mars, alors que la police se refuse à tout éclaircissement, et menace ceux qui exigent la vérité.

#### PROCES CROISSANT

Le procès Croissant a été une nouvelle fois reporté lundi, le refus des avocats de se laisser fouiller posant toujours problème à la magistrature allemande. L'ouverture est fixée au 10 avril.

#### Rectificatif CFDT-Alsace

Une erreur de frappe s'est glissée dans l'article intitulé : «Alsace : après les élections, quelle voie pour la CFDT ?» dans notre édition de dimanche-lundi dernier. Il était indiqué que la CFDT comptait en Alsace 5 000 adhérents, alors qu'elle compte en réalité 50 000 adhérents.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Carter au Nigéria

## L'IMPÉRIALISME US SUR LA DÉFENSIVE

● Carter ne semble pas avoir rencontré davantage de succès en Afrique, au Nigéria qu'en Amérique latine. Les discours qu'il a tenus, les entretiens qu'il a eus avec le président du Nigéria Obasanjo ne semblent pas de nature à faire avancer la politique africaine des Etats-Unis.

Dans son discours, Carter a renouvelé ses condamnations formelles des régimes racistes d'Afrique Australe. Ces critiques ne sont pas allées plus loin que les déclarations habituelles. Il a même réitéré ses appels à la conciliation, affirmant que les racistes étaient bien malheureux, puisque, selon lui, «les privilégiés sont tout autant les prisonniers de l'injustice que ceux qui sont privés de droits». Pas de réponse sur les mesures de boycott économique exigées par les pays africains. En répondant au président américain, Obasanjo a dénoncé «l'insuffisance des mesures et le manque de volonté politique de la part

des pays appelés à mettre en application les sanctions» et «la politique de collaboration directe pratiquée par certains pays envers l'Afrique du sud». Carter, qui avait demandé à Obasanjo d'être son «conseiller pour les affaires africaines» a-t-il été satisfait ?

C'est sur la question du Zimbabwe que Carter a été contraint de préciser ses positions et même de les modifier. En effet, alors que le Front patriotique avait accepté les propositions du plan anglo-américain comme base de discussion, les Etats-Unis avaient d'abord retourné leur veste en acceptant

assez favorablement le «réglement interne» du raciste Ian Smith : un diplomate américain l'avait qualifié de «pas en avant» ce que Carter avait l'intention de proposer, c'était un «élargissement» de ce règlement avec en tête l'idée de diviser le Front patriotique, en obtenant le ralliement d'un gouvernement fantoche de certains éléments du Front. En fait, lors de ses consultations avec les ministres des Affaires étrangères des pays de la ligne de front, Vance a dû reculer.

Selon le communiqué américano-nigérian le règlement «ne change pas le caractère illégal du régime actuel et ses dispositions inacceptables dans la mesure où elles ne garantissent pas un authentique transfert des pouvoirs à la majorité et ne prennent pas en considération les vues de tous les groupes nationalistes du Zimbab-

we». Cette déclaration constitue certainement un recul des USA. Carter ne semble pas avoir pu entamer l'unité des pays africains qui soutiennent le Front patriotique : dans cette mesure et craignant par ailleurs une intervention soviétique dans le conflit, il a dû faire des concessions.

Sa proposition d'organiser une deuxième conférence de Malte avec les Anglo-américains, le Front patriotique, Muzorewa et Sithole semble également un recul. Encore que la présence des deux anciens dirigeants nationalistes devenus ministres de Smith donne encore une légitimité au régime raciste et au règlement interne.

En ce qui concerne la condamnation de l'intervention cubaine en Erythrée, à laquelle Carter voulait donner un certain



## Sur les troupes cubaines en Erythrée

Pour appuyer la «dénonciation» que Carter a faite de cette intervention pendant son voyage au Nigéria, le département d'Etat américain a publié une mise au point sur les informations qu'il détient au sujet de l'intervention cubaine contre le peuple d'Erythrée.

Selon le département d'Etat américain, l'arrivée des Cubains dans la Corne de l'Afrique n'a pas cessé depuis la fin officielle du conflit de l'Ogaden : au contraire, ils seraient passés de 13 000 à 16 000 et se déploieraient en Erythrée. Les nouveaux arrivés viendraient d'Angola.

Rappelons que ces éléments recourent les informations données par le FPLE qui nous déclarait la semaine dernière que 3 500 Cubains étaient assiégés dans Asmara.

éclat, elle ne semble pas avoir reçu un écho favorable en Afrique. Cette dénonciation est en effet particulièrement hypocrite, dans la mesure où les USA ont armé pendant des années le régime éthiopien contre le peuple d'Erythrée et où Carter prétend se servir de l'intervention du social-impérialisme pour se présenter les mains propres, comme un défenseur de la paix en Afrique.

La nouvelle politique américaine vis-à-vis du

Tiers-Monde, construction très élaborée de Brzezinski, reprise par Carter, ne résiste guère aux épreuves de la réalité. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, Carter qui n'a rien proposé de concret a été plutôt mal reçu. Alors qu'il pensait utiliser les pays africains pour imposer ses solutions au Zimbabwe, en fait devant leur unité, il semble avoir été contraint de manœuvrer en recul.

J.P. CHAMPAGNY

## A l'heure du «consensus social» giscardien, l'échec du «modèle» britannique (6)

## Un mouvement qui se cherche

La vague croissante de grèves depuis 1977 témoigne de la réalité de la riposte ouvrière à l'austérité travailliste. Souvent cette riposte s'accompagne d'un mot d'ordre qui rencontre un large écho celui de «retour à des négociations collectives libres». Ce mot d'ordre est peu clair, dans la mesure où il n'offre guère de perspectives à long terme. En effet, comme nous le déclarait un syndicaliste de la mécanique «le contrat social n'est pas quelque chose de nouveau. On l'a depuis 1945». C'est-à-dire que le contrat social n'a fait que légaliser une pratique ancienne des directions syndicales : la restriction des revendications. Cependant, le mot d'ordre de «négociations collectives libres» reflète sans doute les aspirations profondes des travailleurs à arracher leurs organisations à l'empire de l'administration étatique.

## UNE RÉVOLTE INORGANISÉE

Un ouvrier est allé jusqu'à dire : «Dans un sens, il vaudrait mieux avoir les Tories au pouvoir, les travaillistes sont nos ennemis, mais ils ne sont pas reconnus comme tels. Tandis que, quand les Tories sont au pouvoir, tout le monde peut voir où se trouve l'ennemi. C'est plus facile à lutter». Mais comme on lui pose la question, il répond «Bien sûr, jamais je ne voterai pour les Tories». Ce témoignage est signi-

ficatif : il montre bien les limites du mouvement ouvrier britannique, sa préoccupation traditionnelle écrasante de poursuivre des buts strictement économiques aux dépens de la lutte pour le pouvoir politique. Il montre aussi le rôle de division de la classe ouvrière joué par les travaillistes. Mais le refus de voter pour les Tories est également significatif : il révèle une aspiration à l'unité de tous les travailleurs contre tous les partis bourgeois.

## L'INFLUENCE DE LA GAUCHE TRAVAILLISTE

Cette révolte des travailleurs contre le contrat social et les effets de la crise reste, la plupart du temps, inorganisée et empirique. Du point de vue idéologique, cette révolte est largement soumise à l'influence de la «gauche» du parti travailliste. Cette tendance dispose de quelques membres dans le cabinet travailliste mais elle n'a pas de véritable indépendance politique ni un soutien de masse.

La gauche travailliste préconise la marche au socialisme avec des nationalisations «sous contrôle ouvrier». Elle propose, dans la stratégie économique, une restriction sélective des importations, le contrôle de la sortie des capitaux et une augmentation de la demande interne par l'injection massive de capitaux publics.

Bien entendu ce programme «pour sortir de la crise», outre le fait qu'il entraînerait des représailles des autres pays impérialistes, n'établirait aucun «contrôle ouvrier», puisqu'ils resteraient dans le cadre du Parlement bourgeois et des appareils syndicaux ; ce n'est pas pour rien que des dirigeants syndicaux impliqués dans la signature du contrat social soutiennent ce programme.

Dans les industries les plus menacées par la crise, (l'électro-mécanique par exemple), des travailleurs ont repris l'idée de «nationalisations sous contrôle ouvrier». Ils ont cependant l'exemple du rôle de la «participation» dans les industries déjà nationalisées où l'application du contrat social est encore plus rigoureuse.

## VERS LA REMISE EN QUESTION DU CAPITALISME

De tout cela, on aurait tort de tirer les conclusions pessimistes. Parce que, derrière les apparences, progressivement et pragmatiquement à l'anglaise, se développent partout des groupes d'ouvriers qui cherchent à unifier les différentes catégories dans leurs usines, à se lier entre eux contre leurs patrons, mais aussi contre le capitalisme.

Ainsi, les ouvriers d'une brasserie de Manchester qui ont lié la lutte pour leurs revendications à la

lutte contre la pollution industrielle menée par les gens du quartier. Ainsi les ouvriers d'une tréfilerie de Warrington qui, au cours d'une grève ont surmonté les divisions et les méfiances entre anglais et immigrés, ceux-ci ont appris quelque chose sur l'impérialisme britannique aux autres.

Citons aussi les groupes d'ouvriers de plusieurs usines Ford qui s'efforcent de reprendre en main leur syndicat en luttant contre la division capitaliste du travail et pour l'unité des travailleurs de toutes nationalités. A Pagenham, près de Londres, ils ont fait passer la lutte contre le racisme de l'usine dans la rue. Voici un extrait de leur bulletin : «En juin 76, lorsque l'hystérie raciste était au comble dans l'Est de Londres, et que des Asiatiques avaient été tués dans la rue, l'infâme fasciste Enoch Powell était venu porter son poison à la mairie de Barking. C'est alors qu'à 500 nous étions sortis de l'usine, immigrés et britanniques unis, pour faire un piquet et l'empêcher de parler. Il faut que nous soyons prêts à recommencer si nécessaire».

Quelle leçon tirer du contrat social ? Un ouvrier nous a déclaré «il n'y a pas de substitut au socialisme. Ce que les travaillistes ont essayé ne peut pas réussir. Il faut dire aux ouvriers français d'aller jusqu'au bout».

## Meeting de soutien à la lutte de libération du Zimbabwe (Rhodésie)

Jeudi 6 avril à 20 h 30

Salle de l'AGECA

177 rue de Charonne - M<sup>o</sup> Alexandre Dumas

Avec la participation de

EDDISON ZVOBGO

Membre du Comité central de la ZANU chargé des relations publiques de passage à Paris

ORGANISÉ PAR LE COMITÉ ZIMBABWE avec le soutien du PCRml, de l'Humanité rouge, de l'OCF

Ce meeting convoqué par le Comité Zimbabwe revêt une grande importance à l'heure où les forces armées du Front Patriotique du Zimbabwe remportent des victoires décisives sur le terrain contre les forces du raciste Smith.

Le soutien à la lutte du peuple du Zimbabwe nécessite un soutien massif. Ce meeting sera également l'occasion de faire connaître l'analyse du Front Patriotique sur la situation, ses positions face au «réglement interne» de Smith, son appréciation concernant les propositions de conférence que vient de faire Carter au cours de son voyage au Nigéria.

# SHELL ATTAQUE EN JUSTICE L'UNION FÉDÉRALE DES CONSOMMATEURS POUR SA CAMPAGNE DE BOYCOTT

## Jugement en délibéré...

● La Shell-France, s'estimant lésée par la campagne de boycott des produits, faisait citer en référé l'Union Fédérale des Consommateurs ce lundi 3 avril devant la Première chambre du tribunal civil de Paris. La Shell demande une provision de 1 million de francs, mais ne se contentant nullement de cette demande à la mesure de ses ambitions, voudrait limiter si ce n'est baillonner la liberté d'expression.

Depuis l'échouage de l'*Amoco Cadiz*, pétrolier affrété par la Shell International, et la catastrophique marée noire qui s'ensuivit, de nombreuses organisations ont appelé à boycotter les produits Shell. Ces organisations voulaient désigner ainsi les responsables, au moins moraux de cette tragédie qui bouleverse toute une région, tant sur le plan économique qu'écologique.

La Shell justifiera sa demande par le préjudice moral et matériel qu'une telle campagne pourrait lui occasionner. Le préjudice moral d'abord, Shell estimant que sa marque (symbolisée par un coquillage jaune) risquait de se voir déconsidérée en étant ainsi assimilée à des pollueurs, des faiseurs de marée noire, dans laquelle, affirme-t-elle, elle n'a rien à voir : des taches de mazout sur un coquillage, ça n'est pas très esthétique ! Et une marque «souillée», sa réputation touchée, se voit abandonnée par de potentiels clients. Le chiffre d'affaires baisse, suivant le préjudice matériel.

La Shell voudrait nous apitoyer sur son sort, elle qui ne s'est guère empressée de le faire sur ceux qui sont touchés par cette sinistre marée au goût de pétrole ! Elle se plaint de ce que ce boycott désigne une compagnie pétrolière comme «bouc émissaire» dans une affaire où la justice n'a pas encore désigné les responsables ! Cette même justice qui, dans des cas similaires, se contente de trouver des responsables secondaires et montre, face aux intérêts des grands trusts, une attitude complaisante marquée par quelques petites amendes dérisoires qui ne remettent nullement en cause leur politique, celle du mépris pour les risques que pourrait causer leur soit inextinguible de profits !

La Shell y va de sa larme de crocodile en présentant le boycott comme une «menace sur les emplois» pour une fois que la société pétrolière semble s'inquiéter du sort des travailleurs, ce n'est que pour apparaître comme une

société à visage paternaliste et mieux placer sa prétention de voir interdire la publication et la diffusion de communiqués tels que ceux de l'UFC et des organisations écologiques qui participèrent à la campagne !

Son argument ? «A supposer même que la Shell soit responsable (de la marée noire), c'est à la justice de trancher». Encore une fois, on appelle la justice bourgeoise à la rescousse pour sauvegarder ses intérêts. Cette demande, si elle était acceptée par la justice, pourrait créer de sérieux précédents contre la liberté d'expression, déjà dangereusement ébranlée ces derniers temps par les attaques en série de la part de patrons et du gouvernement, qui ne voudraient voir diffuser que leur opinion.

La Shell voudrait aussi

réduire à néant cette arme qu'est le boycott. Comme le précisera l'avocat de l'UFC (éditeur de la revue *Que choisir ?*) c'est une des rares armes dont disposent les consommateurs pour faire pression d'une manière efficace sur des fabricants ou des sociétés industrielles peu scrupuleuses de la qualité des produits qu'ils vendent, ou des méfaits qu'ils peuvent occasionner. Une arme économique contre des abus économiques qui, lorsqu'elle est employée, peut être efficace comme son utilisation par des unions de consommateurs aux USA le prouve.

Ce procès sera aussi celui des pavillons de complaisance qui permettent une excessive tolérance dans l'application des consignes de sécurité et de navigation, tout en permettant une économie de l'ordre de 50 % sur le coût de transport. L'*Amoco Cadiz*, rappelons-le, était un navire qui battait pavillon de complaisance, en l'occurrence libérien.

Les Amis de la Terre, qui revendiquent «la paternité morale» du boycott avaient été invités par la défense de l'UFC et contri-



buèrent ainsi à celle-ci.

Le jugement est en délibéré, sans date précise, mais si celui-ci était favorable à la Shell, nul doute qu'il serait une porte ouverte à d'autres attaques du même genre !

Quoi qu'il en soit, l'UFC a décidé de poursuivre sa campagne de boycott.

Pierre CHÂTEL

## Parquet de Mulhouse

# COMPLICITÉ NOTOIRE AVEC DES PATRONS

Ce sont les méthodes du parquet de Mulhouse, bien arrangeantes pour les chefs d'entreprise et moins pour leurs victimes : c'est ce que rapporte le dernier numéro de *Justice*, mensuel du Syndicat de la Magistrature.

En matière d'accidents du travail, la mode est au classement des affaires.

— Le 21-4-77 : un accident du travail mortel se produit à la Manurhin. L'inspecteur du travail établit nettement par procès verbal une infraction dont la direction est responsable. Le dossier est classé en septembre 77. Il faudra que la veuve se constitue partie civile pour qu'une information soit ouverte.

— Le 14-1-77 : un magasinier de la S.A.C.M. meurt à l'hôpital de Mulhouse victime d'un accident du travail. La police n'ouvre aucune enquête et l'inspec-

tion du travail n'est même pas avertie ! Pour que la procédure puisse s'ouvrir la veuve devra se porter partie civile...

— Plusieurs accidents du travail ont lieu dans les mines en 1977. Certains de ces accidents n'avaient même pas été signalés à la police. Ce n'est que grâce à des protestations syndicales qu'une information est ouverte.

Il en va de même pour les affaires financières. Dans le cadre d'une information portant, sur un trafic «à tiroirs» entre plusieurs sociétés, il est établi que c'est le plaignant, c'est-à-dire le PDG organisateur du circuit, qui est coupable. Il maquillait le tout grâce à des ventes sans factures et des fraudes fiscales. Le Parquet de Mulhouse s'oppose malgré cela à l'inculpation du PDG en janvier 77. Il devient

nécessaire que les victimes se constituent partie civile pour obtenir l'inculpation pourtant évidente du PDG !

En juillet 77, dans une procédure portant sur des fraudes financières à la Caisse des Congés payés du Bâtiment, une copie complète du dossier est fournie à l'avocat de la Caisse alors que celle-ci ne s'est pas portée partie civile, et ce, contrairement à toutes les règles ! Or plusieurs administrateurs de cette Caisse dont le président étant mis en cause, ils n'auraient jamais dû connaître le contenu du dossier...

Ces quelques faits, extraits parmi une longue liste, éclairent la pratique quotidienne de ce genre de juridiction bourgeoise, où les «coups bas» sont réservés aux travailleurs et les «petits services» sont rendus aux patrons.

## Attentat sioniste contre le local des Travailleurs Arabes rue Saint-Maur à Paris

Dans la nuit de dimanche à lundi, le local de Travailleurs Arabes de Belleville — 154 rue Saint-Maur — a fait l'objet d'un attentat organisé par un commando qui a lancé des cocktails Molotov contre la façade du local. Les dégâts sont d'ores et déjà chiffrés à 5 000 anciens francs. Un groupe s'intitulant «les vengeurs de l'opération de Tel Aviv» a adressé un communiqué à la presse déclarant qu'«ils continueraient à frapper jusqu'à ce que le gouvernement français ferme le bureau de l'OLP en France».

La police quant à elle s'en est tenue à un communiqué où elle évoque seulement un groupe d'inconnus qui a «attaqué la bibliothèque en face de l'église Saint-Joseph».

Dans un communiqué, le Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA) déclare : «Dans la nuit de dimanche à lundi 3 avril, un groupe d'incendiaires sionistes s'est attaqué lâchement au local des travailleurs arabes du quartier de Belleville situé au 154 rue Saint-Maur 11°. Ce local, qui est une dépendance de l'église Saint-Joseph, est prêté depuis plusieurs années par des paroissiens de cette église aux travailleurs arabes et immigrés du quartier de Belleville. Le Mouvement des Travailleurs Arabes et plusieurs autres comités de défense des travailleurs immigrés y tiennent des permanences d'assistance juridique et sociale aux immigrés.»

En l'attaquant, les sionistes montrent leur vrai visage, qui est celui du racisme et de la haine. De toute évidence, ils cherchent à semer la suspicion, voire à provoquer l'affrontement entre les communautés habitant le quartier de Belleville.

Le MTA, qui lutte contre toutes les formes de racisme y compris le sionisme, dénonce cet attentat raciste et exige que la police française poursuive les assassins sionistes dont les crimes contre des militants palestiniens et arabes à Paris restent jusqu'à ce jour impunis.»

Communiqué du MTA  
157 rue Saint Maur 11°



● Nous publions d'une part l'éditorial de *L'Épique*, qui est un appel qui a d'ores et déjà réuni 30 000 signatures et qui doit en rassembler 100 000 à court terme ; d'autre part, des extraits d'un des articles de ce numéro.

La photo et le dessin sont également extraits de *L'Épique*.

## Appel pour le boycott de l'organisation de la Coupe du Monde de football

La Coupe du Monde de Football, prévue en Argentine en juin 1978, aura-t-elle lieu entre les camps de concentration ? L'équipe de France de football, qualifiée le 16 novembre dernier, jouera-t-elle à 800 mètres du pire centre de tortures du pays ? C'est en effet la distance qui sépare le stade de «L'escuela de Mecanica de la Armada» où doivent se dérouler plusieurs matchs de la Coupe du monde, de «Grupo de Tareas 3-3», véritable gestapo argentine composée de 314 officiers et soldats de la Marine. Depuis deux ans que ce groupement sévit, des centaines d'hommes et de femmes y ont été atrocement suppliciés, brûlés au chalumeau, coupés vifs à la scie électrique, écorchés vivants, etc. C'est aussi de l'Ecole de Mécanique que décollent les hélicoptères qui vont jeter les corps mutilés dans les eaux du Rio de la Plata ou de l'Atlantique.

En Argentine depuis plus de deux ans, au moins 8 000 personnes ont été emprisonnées, le plus souvent sans aucune procédure judiciaire, et 15 000 ont «disparu», selon les chiffres d'Amnesty International. On estime d'autre part de 8 000 à 10 000 le nombre de personnes assassinées par les forces de l'ordre dans la même période.

Cela, il ne faut jamais l'oublier.

La Junte militaire argentine, qui impose par des méthodes nazies une politique de misère sans précédent, a fait de la Coupe du Monde de Football une affaire d'Etat, comme en témoigne l'engagement total du gouvernement par dessus la tête des organisations sportives, et l'intervention omniprésente de toutes les forces répressives dans l'organisation de la Coupe. Il s'agit pour elle, d'une part de restaurer son image internationale ternie, d'autre part de renforcer son autorité et sa cohésion sur le plan interne. Le régime tyrannique du général Videla se heurte en effet, depuis le coup d'Etat du 24 mars 1976, à la résistance populaire : grèves, sabotages de la production, coulage des cadences, manifestations de mères de détenus et disparus, se multiplient contre la faim et l'arbitraire.

Dans ces conditions, devons-nous cautionner la Junte militaire argentine, qui fait de la Coupe du Monde de Football un nouvel instrument de son régime de terreur ? Est-il tolérable que des centaines de millions de dollars soient dépensés dans une pure opération de prestige, alors que le pouvoir d'achat est tombé en deux ans de 65 %, que l'inflation atteint des taux records et que le chômage frappe 15 % des travailleurs ?

Pouvons-nous accepter que se tienne une fois encore, comme à Berlin pour les Jeux Olympiques de 1936, un rassemblement sportif international servant de caution à une dictature fasciste ?

**Dans les conditions actuelles de répression en Argentine, le boycott de ce pays comme organisateur de la Coupe du Monde de Football nous paraît la seule réponse conséquente et responsable.**

On ne jouera pas au football entre les camps de concentration et les chambres de tortures ! La Coupe du Monde ne doit donc avoir lieu ni en Argentine, ni dans un autre pays où les Droits de l'Homme sont bafoués.

Le Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football multipliera les démarches et les initiatives pour que l'équipe de France ne se rende pas en Argentine, ni dans un pays où les libertés démocratiques ne sont pas respectées, à moins que d'ici là, la Junte militaire argentine :

- ne libère tous les prisonniers politiques, y compris les «disparus»
- ne rétablisse de manière intégrale et définitive les libertés politiques, syndicales et démocratiques.

Nous appelons tous les sportifs, les amateurs de football, les journalistes, les mouvements de jeunesse, les militants politiques et syndicaux et leurs organisations, les associations de défense des Droits de l'Homme, tous les démocrates et progressistes, à rejoindre ou à soutenir l'action du Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football.

Nous souhaitons et favoriserons une large coordination internationale des initiatives de boycott de l'organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football (Suède, Espagne, Italie, Pays-Bas, Ecosse, etc).

**Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de football C.O.B.A. 14 rue de Nanteuil 75015 Paris**

(...) L'Ecole de Mécanique de la Marine (E.M.A) dont la mission officielle est l'entraînement des sous-officiers de la marine argentine, occupe un vaste terrain au bord du Rio de la Plata, proche des quartiers élégants de Buenos Aires, et situé à 800 m du fameux stade River Plate où doivent se dérouler plusieurs matchs de la Coupe du Monde.



En 1976, la défense de l'E.M.A. était confiée au «Grupo de Tareas 3-3» (G-T 3-3), composé de 9 officiers de l'Infanterie de Marine, 10 sous-officiers, 20 second-maîtres de la marine, 22 second-maîtres et 22 marins de l'Infanterie de Marine, et 231 conscrits, soit 314 hommes au total.

A part la défense de l'E.M.A. et la réalisation de patrouilles régulières dans la ville, ce groupe est principalement chargé des enlèvements de travailleurs et de militants politiques. Ces missions «clandestines», effectuées en civil, sont confiées exclusivement aux officiers et sous-officiers, qui disposent pour ce faire d'un armement considérable : révolvers, carabines 30-30 à mire télescopique, F.A.L.

Mundial 78 : VIDELA MEILLEUR « BUTTEUR »

**L'ÉPIQUE** 2.F.

« Ils sont qualifiés ! »

« On a gagné ! »

**PAS DE FOOTBALL ENTRE LES CAMPS DE CONCENTRATION !**

APPEL POUR LE BOYCOTT DE L'ORGANISATION PAR L'ARGENTINE DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

A MORENITA

Appel des journalistes

avec infrarouge, fusils ithakas, pistolets-mitrailleurs... (...)

### LES TORTURES

Arraché de sa maison pendant la nuit, le dirigeant politique de l'opposition, le travailleur en grève, ou le simple citoyen dont le seul tort est d'être le parent ou l'ami d'un «subversif» passe brus-

quement de leur arracher un renseignement.

Mais presque dans tous les cas, ces tortures se terminent par la mort. D'autres fois, les prisonniers sont fusillés ou — reprenant les méthodes des bérêts verts en Bolivie et au Vietnam — sont emmenés en hélicoptères et précipités dans les eaux du Rio de la Plata ou de l'Atlantique. Ou bien, un

dont une infirme et lui torturèrent devant lui. Des témoins ont affirmé que plusieurs des tortionnaires demandèrent à être relevés après le supplice de Jorge Lizaso auquel ils avaient arraché vif la peau du visage.

Citons également le cas de Alejandro Lagrotta, du physicien nucléaire Antonio Misetch, des délégués ouvriers du chantier naval Mestrina (Ayala, Boncio, Rasek et les frères Vivanco). Tous furent enlevés par le G-T 3-3 et ont disparu depuis. Tel fut également le sort de Monica Mignone, fille d'un ex-haut fonctionnaire de la précédente dictature militaire, qui fut sequestrée le 14 mai 1976. Après de multiples démarches infructueuses, son père déclara dans une lettre ouverte interdite par la Junte : «Pas moins de 15 000 Argentins ont été tués, ou sont détenus dans des endroits secrets, enchaînés et encagoulés, par des cadres militaires, mais on nie leur détention et on laisse des milliers de familles dans l'angoisse la plus cruelle». Il est difficile d'estimer le nombre de victimes de camp de concentration, mais on sait que dans une cave de l'E.M.A. proche des pistes de l'aéroport de la ville de Buenos Aires — presque tous les récits mentionnent des bruits d'avions — et dans une mansarde de la Maison des officiers de l'E.M.A. se trouvent en permanence 60 détenus qui sont sans cesse remplacés, pendant que les uns arrivent les autres sont jetés dans l'océan.

Paradoxalement, on connaît mieux le nom des bourreaux de l'E.M.A. que celui de leurs victimes, car il est difficile de faire taire les 7 000 soldats, élèves sous-officiers, etc... de l'E.M.A., dont certains désapprouvent ce qui se passe dans l'école. Les officiers tortionnaires utilisent des pseudonymes, mais il a été possible de préciser l'identité de plusieurs d'entre eux. (...)

Tiré comme supplément à une vingtaine de journaux, dont le Quotidien du Peuple, l'Épique est destiné à appuyer la campagne déjà engagée de boycott de l'Argentine comme organisateur de la coupe du monde de football. (Prix : 2 F)

Passez vos commandes au Quotidien du Peuple BP 225 Paris 75 924 Cédex 19

## PROGRAMME TÉLÉ Mardi 4 avril

## TF 1

19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Histoire des trains. *Les trains de France*  
21 h 15 - Titre courant. *Histoire de la France rurale*  
21 h 25 - Paris pour mémoire. *Souvenir de la fête*  
22 h 15 - Les comiques associés  
22 h 45 - Journal et fin

## A 2

17 h 55 - Fenêtre sur... *Contre jour sur Bertolt Brecht*  
18 h 25 - Dessins animés  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Les dossiers de l'écran. Service des urgences. *Film TV américain de R. Collins 76. Débat : l'hôpital.*  
23 h 30 - Journal et fin

## FR 3

20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Le distrait. *Film français de Pierre Richard 71. Comédie burlesque*  
21 h 50 - Journal  
22 h 05 - Réussite. *Les avions rallye*

## Mercredi 5 avril

## TF 1

18 h 10 - A la bonne heure. *Super 8*  
18 h 25 - Un, rue sésame  
18 h 55 - Le renard à l'anneau d'or  
19 h 40 - Eh bien raconte  
19 h 55 - Tirage au loto  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête. *Chasse aux Tuileries*  
22 h 00 - Emission médicale. Monica, Christophe et d'autres. *Le cancer*  
23 h 00 - Journal et fin

## A 2

17 h 55 - Accords parfaits  
18 h 25 - Dessins animés  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Question de temps. *Magazine d'actualité de J.P. Elkabbach. Vingt quatre heures à pépéruité.*  
21 h 40 - Alain Decaux raconte... *La bataille de l'eau lourde*  
22 h 25 - Journal et fin

## FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre. *SOS Amitié*  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - La marche sur Rome. *Film italien de Dino Risi en version française. Comédie politique.*  
21 h 50 - Journal  
22 h 05 - Ciné regards. *Festival du film d'humour à Chamrousse. Portrait de J. Tati.*

# PANIQUE

## ● Pas comme les autres ● Un film catastrophe à voir

Allez voir *Panique*. Encore un film catastrophe ? En quelque sorte. Mais là, ce ne sont pas des fourmis devenues subitement géantes, ni un requin dévoreur d'hommes qui jettent notre société dans une horreur indescriptible. Ou si, c'est une sorte de requin bien spécial, qui vient troubler la sérénité de cette petite ville du Québec, Port-Champlain. Un requin que tous les travailleurs connaissent bien. C'est le requin qui les exploite tous les jours, qui les jette au chômage, qui les mutile, qui les tue. Voilà un film catastrophe qui nous ramène à la réalité, la réalité des Minamata et des Seveso. Et là, la riposte ce n'est pas l'espèce humaine, toutes classes confondues qui serre les coudes pour l'organiser. Car le requin du profit a des têtes et des jambes, la «Jit», multinationale géante dont le siège est au Texas, qui étend ses ramifications du Brésil au Canada, en Afrique et en Europe, le gouvernement canadien avec son premier ministre beau-frère du directeur de la Jit-Canada, le député Champailardeau qui mène sa campagne électorale «à l'américaine»...

Le décor est planté. D'un côté l'inconscience, le cynisme, la soif de profit et de pouvoir d'une bourgeoisie québécoise dont la seule ambition est d'être suffisamment seule pour

permettre aux capitaux US de s'investir. De l'autre, l'usine, la merveilleuse nature québécoise, et surtout le petit peuple de Port-Champlain, les ouvriers, les femmes, les habitants de la ville. «*Nous combattons le chômage, avec la Jit, c'est 700 emplois nouveaux qui ont été créés*» affirme le député dans sa campagne. Mais dans sa précipitation à exploiter de nouvelles méthodes de fabrication du papier, à devancer ses concurrents, la Jit se contente d'affirmations rapides, malgré un rapport accablant d'un de ses médecins sur une usine semblable en Afrique, pour rejeter les déchets chimiques dans les eaux du St Laurent.

Des enfants sont malades, des enfants meurent, des femmes accouchent de monstres. Qu'importe ! Ce doit être les autres usines, l'usine d'épuration de l'eau qui fonctionne mal, une campagne de dénigrement impulsée par un journal écologique... A la «Jit», on a les mains blanches, mieux que ça, on est en pointe dans la lutte contre la pollution. C'est ce que s'évertue à démontrer Juliette, la responsable du service relations publiques de la Jit !

Les syndicalistes de la Jit prenant conscience de la nocivité des produits rejetés par leur usine organisent une assemblée du

personnel, appellent les travailleurs à la grève. Mais le poids de la crise, le chantage au chômage de la direction et du gouvernement, compromettent cette riposte ouvrière. C'est la publication d'un document volé par un gardien de l'usine, document prouvant la responsabilité de la Jit dans la mort de nombreux enfants d'un village africain, situé près d'une usine semblable de la «Jit», qui déclenche l'épreuve de force. La Jit manœuvre pour déconsidérer le journal écologique qui a publié ce document. Juliette, des relations publiques, se rend compte qu'elle a été manœuvrée. Elle est bouleversée par la manifestation de la colère de la mère d'un enfant victime de la Jit. Elle change de camp. Elle tente d'abord de combattre la Jit en franc-tireur. Elle se heurte à un mur, celui de l'hypocrisie bourgeoise, celui du rapport de la commission d'enquête gouvernementale qui tente de noyer ce poisson, celui de la Jit qui modifie à la va-vite ses procédés de fabrication... C'est avec les militants écologistes, avec les parents des victimes, avec des ouvriers de la Jit qu'elle organise «un gros coup» pour développer la mobilisation populaire.

Jean-Pierre Lord n'embarrasse pas son film d'une romance amoureuse, il ne s'apesantit pas non plus, contrairement au titre

du film *Panique*, sur le désarroi de la population de Port-Champlain.

Il suggère le rôle que la classe ouvrière doit prendre dans le combat contre la pollution. Il fait aussi le lien avec la situation du Québec, pays dominé par l'impérialisme US. C'est un violent réquisitoire. Et ce que le film perd en clarté politique avec «l'action d'éclat» qui lui sert de conclusion, il le gagne en intensité dramatique. Pourtant on aurait aimé que le débat dans l'assemblée des ouvriers de l'usine fasse surgir le mot d'ordre «*ni chômage, ni pollution*». Sa situation de metteur en scène incite-t-elle Lord à douter de la capacité de la classe ouvrière à s'unifier autour de ses intérêts, ou est-ce un compromis pour permettre au film de passer en circuit commercial ? Il est aussi regrettable que le débat sur les revendications de ceux qui luttent ne soit pas amorcé : veulent-ils la fermeture de l'usine, la publication de la liste des produits, le contrôle populaire du cadre de vie, la prise en main par le peuple québécois de ses affaires ?

En tous cas, ce film nous donne envie de nous battre. Aussi, développons le débat, faisons surgir des perspectives de lutte plus claires. Allez voir *Panique*... et développons la lutte !

Daniel JAUNAS

# Et l'acier fut trempé

103<sup>e</sup> épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Un jour, un incident se produisit à l'atelier...

— L'affaire Kostka est un signal d'alarme, Kostka lui-même n'a qu'une importance secondaire. J'ai recueilli hier quelques chiffres. (Il sortit un bloc-notes de sa poche.) Ils m'ont été fournis par le contrôleur qui tient le tableau de pointage. Écoutez attentivement : 23 % des komsomols arrivent tous les jours aux ateliers avec un retard variant entre cinq minutes et un quart d'heure. C'est une habitude bien établie. D'autre part, 17 % des komsomols manquent systématiquement de un à deux jours par mois, alors que chez les jeunes sans-parti le pourcentage n'est que de 14 %. Ces chiffres sont pires qu'une volée de coups de bâton. J'ai encore noté autre chose en passant : parmi les membres du Parti, 4 % des effectifs manquent un jour par mois et 4 % aussi arrivent régulièrement en retard. Chez les adultes sans-parti, 11 % manquent un jour par mois et 13 % arrivent en retard. La casse des instruments est due à 90 % aux jeunes, parmi lesquels le pourcentage de débutants représente 7 %. D'où la conclusion : nous travaillons beaucoup plus mal que les membres du Parti et que les adultes. Mais cette situation n'est pas partout identique. La forge est un atelier modèle, chez les

électriciens ça peut aller, tandis qu'ailleurs ils en sont à peu près tous au même niveau peu réjouissant. A mon avis, le camarade Khomoutov n'a exposé que le quart de ce qu'il fallait dire sur la discipline. Il s'agit pour nous de redresser ces zigzags. Je ne veux pas lancer ici des appels comme à un meeting, mais nous devons combattre avec acharnement le laissez-aller et le j'en-fichisme. Les vieux ouvriers le disent ouvertement : on travaillait mieux pour le patron, on faisait davantage attention du temps des capitalistes. C'est un scandale, ce qui se passe, aujourd'hui, alors que nous sommes devenus nos propres maîtres. Et ce n'est pas Kostka, ou un tel ou tel autre, qui est le premier coupable, mais nous tous ici qui n'avons pas su combattre le mal comme il le fallait et qui avons même, sous divers prétextes, défendu parfois des gars comme Kostka.

Samokhine et Boutylik ont dit tout à l'heure que Fidine était un bon copain, un gars « bien » : militant actif, toujours prêt à accepter une tâche. Un foret cassé, ce n'est pas une affaire, ça arrive à tout le monde. Et puis, c'est un gars de chez nous, tandis que le contremaitre n'est pas de notre bord... Entre parenthèses, personne ne discute avec Khodorov... Ce chicanier totalise trente années d'ancienneté dans son travail ! Ne parlons pas de sa position politique. Dans le cas qui nous occupe, il a raison : cet homme qui n'est pas de notre bord défend le bien de l'État, pendant

que nous bousillons des outils importés de l'étranger. Comment qualifier cette situation ? J'estime que nous devons porter maintenant un premier coup et lancer une offensive dans ce secteur.

Je propose d'exclure Fidine du Komsomol pour paresse, négligence coupable et désorganisation de la production. D'exposer son cas dans le journal mural et de publier les chiffres que j'ai cités, sans crainte des commentaires, dans l'éditorial lui-même. Nous sommes forts, nous avons des éléments sur qui nous appuyer. La grande majorité des komsomols travaillent consciencieusement. Soixante d'entre eux sont passés par Boïarka, et c'était la meilleure des écoles. Avec leur aide et leur concours, nous redresserons la situation. Mais il faut cesser une fois pour toutes d'aborder la question comme nous le faisons en ce moment.

Habituellement calme et peu loquace, Kortchaguine avait parlé avec véhémence. Tsvétaïev le voyait pour la première fois tel qu'il était réellement. Il comprenait que Pavel avait raison, mais la méfiance qu'il éprouvait dès le début l'empêchait de le reconnaître. L'intervention du jeune électricien lui apparut comme une violente critique de l'état général de l'organisation et une atteinte à sa propre autorité. Il résolut de contre-attaquer et commença par accuser Kortchaguine de prendre la défense du menchévik Khodorov.

La discussion se passionna et dura trois heures. Tard dans la soirée, démolie par la logique implacable des faits et ayant perdu la majorité, passée du côté de Kortchaguine, Tsvétaïev commit une faute et viola les règles de la démocratie : avant le scrutin décisif, il demanda à Kortchaguine de quitter la pièce.

(à suivre)

Marée noire

## LES POLLUEURS DOIVENT RÉMUNÉRER LES VOLONTAIRES

● Après les manifestations de samedi dernier en Bretagne, la mobilisation continue, mais elle prend un tour différent, multiforme, reflétant la sourde lutte qui existe sur tous les problèmes quotidiens qu'a créés la marée noire, déchet pourri d'une société pourrie.

Mais la mobilisation effectuée par les directions syndicales semble avoir été insuffisante : «Alors que dans les jours qui ont immédiatement suivi la catastrophe, elles ont été capables de sortir deux ou trois tracts avant les élections et de convoquer deux manifestations, la semaine qui a suivi, elles n'ont absolument rien fait !» remarque un militant brestois ; «En même temps les dirigeants syndicaux se sont rendus compte à travers le développement des comités anti-marée noire de la masse des gens qui manifestaient avec eux dans la rue et marquaient leur défiance par rapport aux partis de gauche et de l'importance du mouvement». Dans les entreprises de la région, tout le monde parle de la marée noire, sujet de préoccupation essentiel ces jours-ci. Le débat ouvert entre les comités anti-marée noire et les directions syndicales porte également, bien sûr, sur le volontariat. «Elles s'en tiennent le plus souvent à des mots d'ordre élémentaires généraux comme «Les pollueurs doivent payer ! les Pouvoirs

publics et la Shell doivent payer». Nous nous disons que les chômeurs doivent être rémunérés à 2 400 F par mois. Le nettoyage est un travail et comme tout travail il doit être rémunéré ; les heures de travail des paysans doivent être payées et le matériel usagé remplacé.» Le comité anti-marée noire de Brest compte dès mercredi, informer et organiser les chômeurs volontaires qui demandent légitimement à être payés.

### LES VOLONTAIRES

L'afflux de volontaires est massif. Un train spécial frété par les Amis de la Terre belges, à l'appel de la radio locale de Quievrain a déposé 400 jeunes sur les plages de Guingamp, les autres se dirigeant vers le Nord-Finistère. Cet afflux important de volontaires complète le spectacle de désorganisation et de pagaille qu'on avait déjà connu aux meilleurs jours du plan Polmar... On court après des tentes qui manquent, des sacs de couchage. Toute une petite guerre est engagée entre les organisateurs des volontaires : la direction dé-

partementale de la jeunesse veut tout contrôler et elle s'oppose à certaines municipalités (PS...) Faire travailler tant de personnes sans les payer, dans des conditions d'hébergement plus que précaires alors que les pollueurs ne payent même pas pour ce qu'ils ont détruit, le scandale (ou l'escroquerie comme on voudra) est immense ! La peur est grande du côté des autorités, prises dans leur propre contradiction : elles ont besoin de jeunes pour nettoyer les plages et en même temps ces jeunes sont par définition assez sensibilisés contre la pollution, et donc risquent de se joindre, au moins pour partie, au mouvement de lutte actuel !

Aussi les mouvements des comités anti-marée noire sont-ils suivis de près. Lorsque le comité de Lesneven, fort d'une centaine de membres a proposé de nettoyer une plage, le maire a refusé de donner des seaux et finalement a lâché des sacs en plastique... Dans le dos de ceux qui travaillent, trois cars de CRS surveillaient le tout...

partementale de la jeunesse veut tout contrôler et elle s'oppose à certaines municipalités (PS...) Faire travailler tant de personnes sans les payer, dans des conditions d'hébergement plus que précaires alors que les pollueurs ne payent même pas pour ce qu'ils ont détruit, le scandale (ou l'escroquerie comme on voudra) est immense ! La peur est grande du côté des autorités, prises dans leur propre contradiction : elles ont besoin de jeunes pour nettoyer les plages et en même temps ces jeunes sont par définition assez sensibilisés contre la pollution, et donc risquent de se joindre, au moins pour partie, au mouvement de lutte actuel !

Aussi les mouvements des comités anti-marée noire sont-ils suivis de près. Lorsque le comité de Lesneven, fort d'une centaine de membres a proposé de nettoyer une plage, le maire a refusé de donner des seaux et finalement a lâché des sacs en plastique... Dans le dos de ceux qui travaillent, trois cars de CRS surveillaient le tout...

### UNE MARCHÉ SUR PARIS ?

Dans toute la région des associations, des groupes de toutes sortes agissent contre la marée noire ; ils organisent la solidarité suivant l'axe ne pas seulement ramasser le mazout, mais désigner les fauteurs de pollution pour empêcher de futures marées noires !

Dans des petites villes comme Lesneven, Plougarneau, Plouescat ces groupes assez informels regroupent même un certain nombre de marins pêcheurs et de goémoniers. Aujourd'hui dans les comités on débat aussi de l'organisation d'une marche sur Paris dans les semaines qui viennent. Enfin une rencontre régionale des comités anti-marée noire est prévue pour samedi prochain.

Pierre PUJOL

**RENCONTRE RÉGIONALE DES COMITÉS ANTI MARÉE NOIRE SAMEDI 8 AVRIL à 14 h au Centre social de Bellevue, Brest**

### ● Les dunes poubelles

Un peu partout et au fur et à mesure du nettoyage, on entasse le pétrole à même les dunes. Un pétrole particulièrement volatil et qui pénètre donc trop bien le sable et qui file directement en profondeur, car il est riche en dérivés benzeniques. Cette solution si elle permet de dégager la plage pour l'immédiat est anti-écologique pour l'avenir. En effet le pétrole enfoui est toujours là et ne s'en ira pas tout seul. Une partie du pétrole récupéré sera traitée dans une usine et un tout petit pétrolier suédois de 5 000 tonnes viendra en récupérer une infime partie. Quant au reste, il file loin maintenant sous les dunes de Bretagne.

### ● Premier résultat des mesures gouvernementales : 40 navires ont refusé de suivre le nouveau rail des cargos

Pour la première journée d'application des mesures issues du Conseil des ministres, c'est un bien piètre résultat ! Une quarantaine de navires ont refusé d'utiliser le nouveau couloir de navigation fixé à 12 milles des côtes bretonnes (le nouveau «rail des cargos»). La marine nationale qui les a repérés, les interpelle par radio. Résultat : les navires continuent leur route dans l'ancien rail à trois milles des côtes, tout près d'Ouessant et se réfugient pour la durée du passage dans un épais silence radio !

La marine nationale s'est contentée de cette fin de non recevoir sans intervenir comme d'habitude...

### ● L'accueil des Belges : «On ne peut pas fournir la nourriture !»

Dimanche 2 avril, Europe 1 et les agences de presse annoncent l'arrivée de 3 000 Belges sur les côtes bretonnes pour le nettoyage des côtes.

Nous les avons rencontrés à St Michel en Grèves ce jour-là. Ils venaient d'arriver à 300 encadrés par les Amis de la Terre de Belgique.

Malentendu ou démagogie ? Rien n'est prévu pour les accueillir, tous les campings sont occupés par l'armée ! Le maire après d'âpres discussions leur concède la salle des Fêtes pour y loger. Le lieutenant-Colonel commandant les opérations Polmar de ce village, assailli par les interrogations de ces jeunes sur le manque d'organisation, répond un peu gêné : «On m'a indiqué que les organisateurs avaient tout préparé, et que vous n'aurez besoin que d'un terrain pour camper. Je ne peux pas fournir la nourriture».



Inondations dans la région parisienne

## DES BARRAGES INEFFICACES...

Dans la région parisienne surtout au Sud, les inondations persistent, quoique la décrue soit morcée. De nombreuses

habitations sont touchées, et en certains endroits, les voies de communications ont été coupées.

Les régions les plus tou-

chées sont la Seine-et-Marne et l'Essonne, où la cote a presque atteint le précédent record de janvier 1955. Le bilan matériel de

ces inondations risque d'être très lourd, de nombreuses habitations sont endommagées, et nombre de caravanes et de voitu-

res ont été submergées.

Parallèlement à l'évacuation d'immeubles et de pavillons, certaines entreprises industrielles et commerciales doivent interrompre provisoirement leurs activités. Pour les paysans une nouvelle épreuve dont ils n'avaient nullement besoin, et qui d'ores et déjà compromet une partie des récoltes.

Paradoxalement, les ports de Melun et de Corbeil ont dû interrompre leurs activités. La SNCF réduisait dans un même temps ses services sur la ligne Paris-Versailles, qui ont été remplacés par une navette de cars. De nombreuses routes, submergées, ont dû être déviées.

Dans la région de Melun c'est la troisième fois depuis le début de l'année, que les inondations font leurs ravages.

Alors se pose la question, une nouvelle fois, celle des moyens mis en œuvre pour remédier aux effets désastreux de ces inondations qui réapparaissent régulièrement.

Des barrages-réservoirs existent bien, mais leur entretien complètement négligé pour certains et

leur capacité insuffisante les rendent inefficaces. Ces barrages réservoirs ont été construits en amont de Paris, et commencés en 1925, le cubage qu'ils retiennent, pour être efficace devrait être porté de 750 millions de mètres cubes à 1 300 millions. La construction de plusieurs barrages est envisagée, dont l'un d'une capacité de 175 millions de mètres cubes dans la vallée de l'Aube, et trois autres d'une capacité totale de 250 millions de mètres cubes, sur l'Aire, l'Oise et l'Ornain. Un des problèmes de ces barrages, reste la superficie qu'ils couvrent, plusieurs milliers d'hectares, faisant reculer d'autant les surfaces cultivables déjà largement entamées par l'anarchie qui règne dans le secteur foncier. D'autres mesures plus économes d'espace pourraient être envisagées, telles que la construction de digues notamment sur les bords du Loing, ainsi que le débâtement du lit du fleuve des alluvions accumulées.

En attendant, les moyens restent très limités, et les secours d'une organisation difficile sont compliqués par les lourdeurs administratives.

P. C.